

POUR DIFFUSION IMMÉDIATE

BMO GROUPE FINANCIER CONCLUT 2002 AVEC DE TRÈS BONNS RÉSULTATS

Le revenu net des services bancaires aux particuliers et aux entreprises croît de 32 % pour le trimestre et de 22 % pour l'exercice

Points saillants des résultats du quatrième trimestre terminé le 31 octobre 2002

- Revenu net de 398 millions de dollars, contre 4 millions l'an dernier. Résultat par action de 0,75 \$ et résultat par action avant amortissement¹ de 0,79 \$.
- Abstraction faite des éléments exceptionnels¹, revenu net de 423 millions de dollars, comparativement à 109 millions l'an dernier. Résultat par action de 0,80 \$ et résultat par action avant amortissement de 0,85 \$.
- Groupe Particuliers et entreprises : croissance du revenu net de 32 % et hausse des revenus de 10 % par rapport à l'an dernier; ratio de productivité de 59,7 % grâce à une gestion rigoureuse des frais.
- Groupe Gestion privée : forte progression du revenu net par rapport à l'an dernier et augmentation de 50 % par rapport au troisième trimestre, abstraction faite des éléments exceptionnels.
- Augmentation des revenus de 17 % par rapport à l'an dernier ou de 7 % en excluant les éléments exceptionnels.
- Hausse des frais de 11 % comparativement à l'an dernier. Frais inchangés si l'on tient compte des éléments exceptionnels, des acquisitions d'entreprises et de la réduction du personnel.
- Provisions pour créances irrécouvrables de 160 millions de dollars, inchangées par rapport au trimestre précédent.

Points saillants des résultats de l'exercice terminé le 31 octobre 2002

- Revenu net de 1 417 millions de dollars, résultat par action de 2,68 \$ et résultat par action avant amortissement de 2,83 \$.
- Abstraction faite des éléments exceptionnels, revenu net de 1 456 millions de dollars, résultat par action de 2,76 \$ et résultat par action avant amortissement de 2,91 \$.
- Abstraction faite des éléments exceptionnels, croissance du résultat par action avant amortissement de 8,6 %, rendement de l'avoir des actionnaires avant amortissement¹ de 14,6 % et capital de première catégorie de 8,80 %, conformément aux objectifs fixés pour l'exercice.
- Provisions pour créances irrécouvrables de 820 millions de dollars, conformes à notre prévision mise à jour et en baisse de 160 millions par rapport à 2001 (60 millions en excluant les éléments exceptionnels).
- Groupe Particuliers et entreprises : croissance du revenu net de 22 %, forte progression des volumes et amélioration du ratio de productivité, qui s'établit à 60,0 %.
- Groupe Gestion privée : augmentation du revenu net de 12 %, abstraction faite des éléments exceptionnels, malgré une conjoncture difficile sur les marchés d'actions.
- Revenus inchangés par rapport à l'an dernier, mais en hausse de 2 % si l'on exclut les éléments exceptionnels, grâce aux acquisitions.

- Augmentation des frais de 6 %, ou de 1 % en faisant abstraction des éléments exceptionnels et des frais liés aux acquisitions d'entreprises.

¹ Le tableau «Incidence des éléments exceptionnels», qui précède l'analyse des résultats des entités d'exploitation dans le présent communiqué, contient des explications sur les rajustements qui permettent de passer des résultats calculés selon les principes comptables généralement reconnus aux résultats excluant les éléments exceptionnels et aux résultats avant amortissement, ainsi que des commentaires sur l'utilisation de ces mesures.

Sauf indication contraire, lorsqu'il est question de résultat par action dans le présent communiqué, il s'agit toujours du résultat dilué par action.

Points saillants financiers

(en millions de dollars, sauf indication contraire et les données par action)

(en millions de dollars, sauf indication contraire et les données par action)		Augmentation/ (Diminution)			Augmentation/ (Diminution)		Augmentation/ (Diminution)	
	Exercice 2002	c. exercice 2001		T4-2002	c. T4-2001		c. T3-2002	
Selon les états financiers								
Revenus (bic)	8 859	(4)	-	2 289	338	17 %	146	7 %
Provision pour créances irrécouvrables	820	(160)	(16 %)	160	(386)	(71 %)	-	-
Frais autres que d'intérêts	6 030	359	6 %	1 604	155	11 %	116	8 %
Impôts sur le revenu (bic)	530	(113)	(18 %)	110	187	+100 %	(25)	(17 %)
Revenu net	1 417	(54)	(4 %)	398	394	+100 %	52	15 %
Rendement de l'avoir des actionnaires	13,4 %		(0,4 %)	14,6 %		15,0 %		1,7 %
Rendement de l'avoir des actionnaires avant amortissement	14,2 %		(0,6 %)	15,4 %		14,7 %		1,6 %
Résultat dilué par action (en dollars)	2,68	0,02	1 %	0,75	0,75	+100 %	0,10	15 %
Résultat dilué par action avant amortissement (en dollars)	2,83	(0,03)	(1 %)	0,79	0,73	+100 %	0,09	13 %

Abstraction faite des éléments exceptionnels

Revenus (bic)	8 859	151	2 %	2 289	160	7 %	146	7 %
Provision pour créances irrécouvrables	820	(60)	(7 %)	160	(386)	(71 %)	-	-
Frais autres que d'intérêts	5 968	297	5 %	1 565	116	8 %	100	7 %
Impôts sur le revenu (bic)	553	(128)	(19 %)	124	128	+100 %	(20)	(12 %)
Revenu net	1 456	78	6 %	423	314	+100 %	63	18 %
Rendement de l'avoir des actionnaires	13,8 %		0,9 %	15,5 %		11,7 %		2,0 %
Rendement de l'avoir des actionnaires avant amortissement	14,6 %		0,7 %	16,4 %		11,6 %		2,0 %
Résultat dilué par action (en dollars)	2,76	0,28	11 %	0,80	0,61	+100 %	0,12	18 %
Résultat dilué par action avant amortissement (en dollars)	2,91	0,23	9 %	0,85	0,60	+100 %	0,13	18 %

Montréal, le 26 novembre 2002 – Le revenu net de BMO Groupe financier (BMO) s'élève à 1 417 millions de dollars pour l'exercice terminé le 31 octobre 2002, en légère baisse par rapport à l'exercice précédent en raison de l'incidence favorable des éléments exceptionnels sur les résultats de 2001. Abstraction faite des éléments exceptionnels des deux exercices, le revenu net atteint 1 456 millions de dollars, en hausse de 6 %. Le résultat par action, à 2,68 \$, est légèrement supérieur à celui de l'an dernier, mais abstraction faite des éléments exceptionnels, il atteint 2,76 \$, en progression de 11 % comparativement à l'an dernier. Le rendement de l'avoir des actionnaires s'établit à 13,4 %, alors qu'il était de 13,8 % en 2001. Abstraction faite des éléments exceptionnels, le rendement de l'avoir des actionnaires s'élève à 13,8 %, contre 12,9 % un an plus tôt.

«Compte tenu d'une conjoncture difficile, nous avons obtenu de bons résultats, a déclaré Tony Comper, président du conseil et chef de la direction de BMO Groupe financier. Dans un contexte marqué par la grande faiblesse des marchés financiers et du crédit, nous avons appliqué notre stratégie avec prudence et rigueur, ce qui nous a aidés à atteindre nos objectifs de croissance du revenu net et de rendement de l'avoir des actionnaires pour l'exercice 2002, a poursuivi M. Comper.

«Nos services bancaires aux particuliers et aux entreprises continuent de progresser au Canada comme aux États-Unis, ayant augmenté leur revenu net de 22 %. En même temps, notre performance en matière de gestion du risque de crédit fait de nous un chef de file dans ce domaine et nous a permis de réduire notre provision pour créances irrécouvrables comparativement à ce qu'elle était il y a un an. L'importance que nous accordons à la gestion des coûts et la poursuite de nos investissements dans nos activités de base nous permettront de tirer pleinement parti du redressement des marchés lorsqu'il se produira.»

Le revenu net, abstraction faite des éléments exceptionnels, a augmenté de 78 millions de dollars, grâce à la réduction de la provision pour créances irrécouvrables, à l'abandon de l'amortissement des écarts d'acquisition suite aux changements apportés aux principes comptables généralement reconnus ainsi qu'à des taux d'imposition plus favorables et à des initiatives fiscales. Les services bancaires aux particuliers et aux entreprises ont considérablement amélioré leurs résultats, ayant accru leur part de marché dans certains segments. Le revenu net des services de gestion de patrimoine s'est également accru, la croissance des frais n'ayant été que légèrement supérieure à celle des revenus malgré les frais liés aux acquisitions et la faiblesse des secteurs d'activité liés aux actions. Les revenus du groupe Services d'investissement ont diminué beaucoup plus que les frais, en raison des pertes nettes sur titres et du ralentissement des activités de négociation. Le revenu net du groupe s'est cependant accru par rapport à l'an dernier, grâce à une réduction de la provision pour créances irrécouvrables due en grande partie aux changements apportés à la répartition des pertes sur prêts, changements qui ont eu pour effet d'augmenter les provisions des Services d'entreprise en 2002, tel qu'il est expliqué dans le présent communiqué. La part du revenu net provenant des États-Unis est passée de 17 % en 2001 à 35 % en 2002.

Les actions ordinaires de la Banque de Montréal ont produit un rendement total de l'avoir des actionnaires de 16,2 % pour l'exercice 2002, ce qui nous place au troisième rang parmi les six plus grandes banques du Canada, dont le rendement moyen s'établit à 5,8 %. Le rendement global de l'indice composite TSX a été de -7,7 % pour l'exercice.

Les résultats du quatrième trimestre de 2002 comprennent 39 millions de dollars (25 millions après impôts) de coûts exceptionnels liés aux acquisitions. Au quatrième trimestre de 2001, les résultats s'étaient ressentis d'une dévaluation de 178 millions de dollars (105 millions après impôts) de placements dans des titres de BMO adossés à des obligations, dévaluation classée dans les éléments exceptionnels pour les fins de l'établissement des résultats financiers.

Le revenu net du quatrième trimestre s'élève à 398 millions de dollars, alors qu'il était de 4 millions un an plus tôt. Abstraction faite des éléments exceptionnels, le revenu net pour le trimestre atteint 423 millions de dollars, contre 109 millions il y a un an. Le ralentissement de l'économie et le contre-coup des événements du 11 septembre avaient pesé sur les résultats du quatrième trimestre de 2001. Les provisions pour créances irrécouvrables s'établissent à 160 millions de dollars, comparativement à 546 millions au quatrième trimestre de 2001. BMO avait alors annoncé son intention d'augmenter sa provision pour créances irrécouvrables et de procéder à des dévaluations totalisant 682 millions de dollars (414 millions après impôts), y compris les éléments exceptionnels, ce qui a été fait. Il reste que, si les provisions du quatrième trimestre de 2001 avaient été conformes à celles, relativement plus modestes, du plus récent trimestre, le revenu net du quatrième trimestre de 2002 représenterait tout de même une augmentation de 82 millions de dollars, ou de 24 %, comparativement à l'année précédente, abstraction faite des éléments exceptionnels.

Le groupe Particuliers et entreprises a poursuivi sur sa lancée en matière de ventes au Canada comme aux États-Unis, accroissant son revenu net de 32 % par rapport au quatrième trimestre de l'an dernier. Le revenu net du groupe Gestion privée a lui aussi progressé de façon remarquable, les avantages tirés des acquisitions, des initiatives productrices de revenus et des efforts de réduction des coûts ayant plus que compensé la faiblesse des marchés d'actions et les coûts liés aux entreprises acquises. Les revenus du groupe Services d'investissement ont

augmenté comparativement à l'exercice précédent, mais ils ont diminué si l'on fait abstraction des éléments exceptionnels, en raison du ralentissement des activités de négociation et de la réduction du volume des prêts aux grandes entreprises. Le revenu net du groupe a cependant augmenté considérablement, grâce à une nette diminution de la provision pour créances irrécouvrables qui s'explique en partie par un changement de la méthode de répartition.

«Les résultats de ce trimestre sont certainement les meilleurs de l'exercice 2002 et nous prévoyons que, lorsque tous les résultats de notre groupe de référence seront publiés, la performance financière relative de BMO se sera améliorée, a poursuivi M. Comper. Nous devons ces résultats, bien sûr, aux efforts soutenus de nos employés dans l'ensemble de BMO Groupe financier.

«Pour ce qui est de l'avenir, la reprise des investissements des entreprises est loin d'être assurée, surtout que les marchés financiers demeurent obstinément léthargiques. Nous continuons à investir principalement dans les secteurs qui contribuent le plus à nos forces actuelles et futures et qui s'accordent avec notre stratégie de croissance transnationale. Nous continuons également à évaluer nos dépenses afin de nous assurer qu'elles correspondent aux perspectives de croissance de nos revenus, tout en procédant à des investissements judicieux pour l'avenir.»

Comparativement au trimestre précédent, le revenu net s'est accru de 52 millions de dollars au quatrième trimestre. Abstraction faite des éléments exceptionnels, il a progressé de 63 millions, ou de 18 %. Cette progression s'explique par le meilleur rendement des titres de placement et par des initiatives fiscales, facteurs partiellement neutralisés par l'augmentation des frais autres que d'intérêts. La croissance des revenus du groupe Services d'investissement a fortement contribué à l'amélioration des résultats d'exploitation, qui ont aussi bénéficié des réductions de coûts effectuées par le groupe Gestion privée.

Les frais autres que d'intérêts ont augmenté de 100 millions de dollars, ou de 7 %, au quatrième trimestre comparativement au trimestre précédent, abstraction faite des éléments exceptionnels. Cette augmentation est partiellement attribuable à des indemnités de cessation d'emploi de 50 millions de dollars (32 millions après impôts) liées à la suppression d'environ 500 postes de cadres qui appartenaient dans une proportion d'environ 55 % au groupe Services d'entreprise, et notamment à Technologie et solutions. L'augmentation des frais s'explique également par une hausse de 13 millions de dollars de la rémunération liée au rendement, les frais liés à des initiatives de croissance, notre nouvelle campagne nationale de publicité et d'autres coûts organiques. L'effet des indemnités de cessation d'emploi comptabilisées au quatrième trimestre sur les résultats a été en grande partie compensé par les retombées d'un taux d'imposition du revenu plus favorable et d'autres avantages fiscaux comptabilisés au cours du trimestre, qui sont détaillés à la section Impôts sur le revenu.

La provision pour créances irrécouvrables est demeurée inchangée par rapport au troisième trimestre. Le montant brut des prêts douteux s'est accru, les nouveaux prêts douteux totalisant 462 millions de dollars au cours du trimestre, en baisse de 60 millions comparativement au trimestre précédent et à peu près au niveau prévu à ce stade du cycle du crédit. Sur ces 462 millions de dollars, environ 186 millions découlent de la décision de classer comme douteux un certain nombre de prêts octroyés à des sociétés de production et de distribution d'énergie du Royaume-Uni et des États-Unis. Les provisions pour l'exercice sont conformes aux prévisions annoncées au deuxième trimestre et BMO demeure dans le peloton de tête pour ce qui est des pertes sur prêts en 2002. Les prêts aux secteurs industriels qui sont actuellement les plus sensibles, tels que ceux des communications, de l'énergie électrique et de la production d'énergie, ne représentent qu'une petite partie du portefeuille de prêts de BMO et la réserve pour créances irrécouvrables affectée à ces secteurs est considérée comme suffisante, comme c'est le cas des réserves affectées aux autres secteurs.

Responsabilité de la direction à l'égard des renseignements financiers

Un cadre de régie financière rigoureux et complet a été mis en place au sein de la Banque de Montréal et de ses filiales, aux niveaux de la direction et du conseil d'administration. Chaque année, le rapport annuel de la Banque de Montréal contient une déclaration signée par le chef de la direction et le chef des finances faisant état de la responsabilité de la direction à l'égard des renseignements financiers contenus dans le rapport. Le communiqué de presse sur les résultats du troisième trimestre de BMO ainsi que le rapport trimestriel destiné à ses actionnaires comprenaient une déclaration, signée par ces mêmes dirigeants, dans laquelle ils reconnaissent la responsabilité de

la direction à l'égard des renseignements financiers contenus dans ces documents. Après la publication des résultats de son troisième trimestre, BMO a également, de sa propre initiative, déposé une déclaration certifiant ses résultats, signée par le chef de la direction et le chef des finances, auprès de la Securities and Exchange Commission (SEC) des États-Unis. Les résultats financiers consolidés vérifiés de la Banque de Montréal pour l'exercice terminé le 31 octobre 2002, ainsi que l'analyse par la direction des résultats d'exploitation et de la situation financière pourront être consultés sur le site Web de BMO (www.bmo.com) à compter du 19 décembre 2002. Lorsque le rapport annuel de BMO sera déposé auprès de la SEC dans la quatrième semaine de janvier 2003, le chef de la direction et le chef des finances de BMO certifieront, comme l'exige la loi américaine, l'exactitude des renseignements financiers contenus dans le rapport annuel ainsi que l'efficacité des contrôles et des méthodes utilisés pour les préparer.

Revenu net des entités d'exploitation

(en millions de dollars, sauf indication contraire)	Exercice 2002	Augmentation/ (Diminution) c. exercice 2001		T4-2002	Augmentation/ (Diminution) c. T4-2001		Augmentation/ (Diminution) c. T3-2002	
Selon les états financiers								
Groupe Particuliers et entreprises	968	174	22 %	256	62	32 %	-	-
Groupe Gestion privée	96	(25)	(21 %)	13	2	23 %	1	15 %
Groupe Services d'investissement	592	115	24 %	145	243	+100 %	36	34 %
Groupe Services d'entreprise, y compris Technologie et solutions	(239)	(318)	(+100 %)	(16)	87	83 %	15	44 %
BMO Groupe financier	1 417	(54)	(4 %)	398	394	+100 %	52	15 %

Abstraction faite des éléments exceptionnels

(Voir le tableau «Incidence des éléments exceptionnels»)

Groupe Particuliers et entreprises	968	183	23 %	256	62	32 %	-	-
Groupe Gestion privée	135	14	12 %	38	27	+100 %	12	50 %
Groupe Services d'investissement	592	10	2 %	145	138	+100 %	36	34 %
Groupe Services d'entreprise, y compris Technologie et solutions	(239)	(129)	(+100 %)	(16)	87	83 %	15	44 %
BMO Groupe financier	1 456	78	6 %	423	314	+100 %	63	18 %

Les données comparables ont été retraitées pour tenir compte du transfert des activités de gestion de trésorerie du groupe Technologie et solutions au groupe Services d'investissement.

Objectifs financiers

BMO a atteint trois de ses objectifs pour l'exercice 2002, tel qu'il est expliqué ci-dessous. La provision pour créances irrécouvrables se situe dans la fourchette cible mise à jour en avril 2002.

Objectifs pour l'exercice 2002, abstraction faite des éléments exceptionnels	Résultats de l'exercice 2002
• Croissance du résultat par action avant amortissement de 8 % à 12 %.	Croissance de 8,6 %
• Rendement de l'avoir des actionnaires avant amortissement de 14 % à 15 %.	14,6 %
• Provision annuelle pour créances irrécouvrables représentant de 40 à 50 points de base du solde net moyen des prêts et acceptations (y compris les titres pris en pension). Le 25 avril dernier, BMO a annoncé une réévaluation à la hausse de sa provision pour créances irrécouvrables, qui se situe maintenant dans une fourchette de 775 à 825 millions de dollars, soit environ 55 points de base.	820 millions de dollars ou 56 points de base
• Ratio du capital de première catégorie d'au moins 8,0 %.	8,80 %

Objectifs pour l'exercice 2003, abstraction faite des éléments exceptionnels (selon les perspectives économiques ci-dessous)

- Croissance du résultat par action de 10 % à 15 % (croissance du résultat par action avant amortissement de 10 % à 15 %).
 - Rendement de l'avoir des actionnaires de 14 % à 15 % (rendement de l'avoir des actionnaires avant amortissement de 15 % à 16 %).
 - Provision pour créances irrécouvrables ne dépassant pas celle de 2002 (820 millions de dollars).
 - Ratio du capital de première catégorie d'au moins 8,0 %.
-

Perspectives économiques

La croissance de l'économie canadienne devrait demeurer vigoureuse au cours de l'année qui vient, grâce au maintien des taux d'intérêt à de bas niveaux et à la faiblesse de la monnaie. Après une croissance estimative de 3,4 % en 2002, le PIB réel canadien devrait augmenter de 3,8 % en 2003. La forte croissance du nombre d'emplois depuis le début de 2002 soutiendra les revenus et la demande. Les dépenses d'achat de biens sensibles aux taux d'intérêt, tels que les habitations et les automobiles, devraient demeurer près des niveaux records atteints récemment. Le taux de chômage devrait continuer à descendre au cours de la prochaine année. Les taux d'intérêt canadiens vont probablement monter en 2003 à mesure que l'expansion se poursuivra. Quant au dollar canadien, il devrait profiter des écarts de taux d'intérêt et d'une balance commerciale excédentaire pour prendre de la valeur par rapport à la monnaie américaine. Même si la croissance de l'économie américaine demeure inégale, l'activité devrait reprendre de la vigueur en 2003, grâce aux réductions antérieures des taux d'intérêt et aux mesures fiscales expansionnistes. Après une croissance estimative de 2,4 % en 2002, le PIB réel des États-Unis devrait augmenter de 3,2 % en 2003. Il est à prévoir que les taux d'intérêt aux États-Unis resteront bas un certain temps, avant de remonter au deuxième semestre de 2003. L'activité des marchés financiers devrait reprendre de la vigueur au fur et à mesure que l'économie se raffermira.

Harris Bank

Le communiqué du quatrième trimestre de la Harris Bank annonçant les résultats de son exercice sera le dernier. En 2003, BMO prévoit de produire des renseignements plus complets sur ses résultats aux États-Unis. Ce changement reflètera la gestion des activités et procurera des renseignements plus détaillés sur les résultats des groupes clients en ce qui a trait à leurs activités au Canada et aux États-Unis. Cette amélioration harmonisera les états financiers à la stratégie de croissance transnationale de BMO et favorisera une meilleure compréhension des activités de BMO aux États-Unis, activités qui ne se limitent pas à celles de la personne morale que constitue la Harris Bank.

La Harris Bank, inscrite sous le nom Harris Bankcorp, Inc., renoncera volontairement à son inscription auprès de la Securities and Exchange Commission (SEC) des États-Unis. Ainsi, la Harris Bank n'a plus de titres en circulation dans le public nécessitant une inscription auprès de la SEC. La Harris Bank continuera d'exercer ses activités comme groupe bancaire multiservices et demeurera assujettie aux règlements du Conseil des gouverneurs de la Réserve fédérale américaine.

Remarque sur l'analyse des résultats

La direction de BMO et certaines parties intéressées considèrent que l'analyse des résultats peut être meilleure lorsqu'elle se concentre sur les résultats avant amortissement et sur les résultats excluant les éléments exceptionnels. Ces rajustements et leurs effets sont exposés dans la section «Incidence des éléments exceptionnels», qui précède l'analyse des résultats des entités d'exploitation. Les organismes de réglementation du commerce des valeurs mobilières exigent que les entreprises préviennent les lecteurs de ces analyses que les résultats ainsi rajustés n'ont pas une signification normalisée selon les principes comptables généralement

reconnus (PCGR) et ne sont pas destinés à être comparés avec des mesures similaires utilisées par d'autres entreprises.

L'analyse des résultats du quatrième trimestre et de l'exercice 2002 est jointe au présent document. On trouvera une analyse plus détaillée des résultats de BMO pour l'exercice, de sa situation financière, de ses secteurs d'activité, de ses stratégies, de ses objectifs et de ses facteurs de risque dans la section «Analyse par la direction des résultats d'exploitation et de la situation financière» du rapport annuel de la Banque de Montréal, accessible sur le site Web de BMO (www.bmo.com). L'analyse de l'exercice 2002 et les états financiers consolidés vérifiés de la Banque de Montréal pour l'exercice terminé le 31 octobre 2002 seront aussi accessibles sur ce site à compter du 19 décembre 2002 ou aux environs de cette date.

La Banque de Montréal utilise une marque unifiée qui lie entre elles toutes les sociétés membres de l'organisation. La Banque de Montréal et ses filiales sont désignées par l'appellation BMO Groupe financier. Ainsi, dans le présent document, les appellations BMO et BMO Groupe financier désignent la Banque de Montréal.

AUTRES RENSEIGNEMENTS À L'INTENTION DES INVESTISSEURS ET DES MÉDIAS

Information en ligne

Les investisseurs, les médias et les autres parties intéressées sont invités à visiter notre site Web (www.bmo.com/relationinvestisseurs) afin de consulter le présent communiqué, les présentations qui l'accompagnent et des données financières complémentaires.

Téléconférence trimestrielle

Les parties intéressées sont aussi invitées à se joindre, en mode écoute seulement, à notre téléconférence trimestrielle, le mardi 26 novembre 2002 à 14 h (HNE). La conférence sera accessible par téléphone, au 1 800 213-1351 (sans frais), ou au (416) 641-6678 (région de Toronto). L'enregistrement de la conférence sera accessible jusqu'au vendredi 6 décembre 2002, au 1 800 558-5253 (numéro de réservation : 19964171).

Webdiffusion

Pour accéder à la cyberconférence trimestrielle en direct : www.bmo.com/relationinvestisseurs. La conférence sera accessible en différé sur notre site jusqu'au 24 février 2003.

Documents papier

Le communiqué sur les résultats du trimestre, les présentations qui l'accompagnent et des données financières complémentaires sont également disponibles aux bureaux de BMO Groupe financier, au 100 King Street West, 1 First Canadian Place, 18^e étage, Toronto, Ontario, M5X 1A1.

Relations avec les médias

Ronald Monet, Montréal, (514) 877-1101
Ralph Marranca, Toronto, (416) 867-3996
Ian Blair, Toronto, (416) 867-3996

Relations avec les investisseurs

Susan Payne, première vice-présidente, Relations avec les investisseurs, susan.payne@bmo.com, (416) 867-6656
Lynn Inglis, directrice, Relations avec les investisseurs, lynn.inglis@bmo.com, (416) 867-5452

Chef des finances

Karen Maidment, vice-présidente à la direction et chef des finances, karen.maidment@bmo.com, (416) 867-6776

Secrétariat général

corp.secretary@bmo.com, (416) 867-6785

MISE EN GARDE CONCERNANT LES DÉCLARATIONS PRÉVISIONNELLES

Les communications publiques de la Banque de Montréal comprennent souvent des déclarations prévisionnelles, écrites ou verbales. Le présent communiqué contient de telles déclarations, qui peuvent aussi figurer dans des documents déposés auprès des organismes canadiens de réglementation ou de la Securities and Exchange Commission des États-Unis, ou dans d'autres communications. Toutes ces déclarations sont énoncées sous réserve des règles d'exonération de la *Private Securities Litigation Reform Act*, loi américaine de 1995. Les déclarations prévisionnelles peuvent comprendre notamment des observations concernant nos objectifs pour l'exercice 2003 et au-delà, nos stratégies ou actions futures, nos cibles, nos attentes concernant notre situation financière ou le cours de nos actions et les résultats ou les perspectives de notre exploitation ou des économies canadienne et américaine.

De par leur nature, les déclarations prévisionnelles comportent des hypothèses, des risques et des incertitudes. Il existe un risque appréciable que les prévisions et autres déclarations prévisionnelles se révèlent inexactes. La Banque de Montréal conseille aux lecteurs du présent document de ne pas se fier indûment à ces déclarations, étant donné que les résultats réels pourraient différer sensiblement des cibles, attentes, estimations ou intentions exprimées dans ces déclarations prévisionnelles, en raison d'un certain nombre de facteurs.

Les résultats réels ayant trait aux déclarations prévisionnelles peuvent être influencés par de nombreux facteurs, notamment : les activités des marchés financiers internationaux, les fluctuations de taux d'intérêt et de change, la conjoncture économique et politique dans certains secteurs et dans le monde, les modifications de la réglementation ou de la législation, les effets de la concurrence dans les secteurs géographiques et les domaines d'activité dans lesquels nous œuvrons, les mesures prises par la direction et les changements technologiques. La Banque tient à souligner que la liste de facteurs qui précède n'est pas exhaustive. Les investisseurs et les autres personnes qui se fient à des déclarations prévisionnelles pour prendre des décisions à l'égard de la Banque de Montréal doivent tenir soigneusement compte de ces facteurs, ainsi que d'autres incertitudes et événements potentiels, et de l'incertitude inhérente aux déclarations prévisionnelles. La Banque de Montréal ne s'engage pas à mettre à jour les déclarations prévisionnelles, verbales ou écrites, qui peuvent être faites, à l'occasion, par elle-même ou en son nom.

ANALYSE DES RÉSULTATS DU QUATRIÈME TRIMESTRE ET DE L'EXERCICE 2002

REVUE DES RÉSULTATS

Mesures de la valeur de l'avoir des actionnaires

Le rendement de l'avoir des actionnaires (RAA) s'établit à 13,4 % pour l'exercice 2002, contre 13,8 % en 2001. Abstraction faite des éléments exceptionnels, le RAA est passé de 12,9 % à 13,8 %. Le RAA avant amortissement, abstraction faite des éléments exceptionnels, qui était de 13,9 % l'an dernier, se chiffre à 14,6 % en 2002, notre objectif annuel se situant entre 14 % et 15 %.

Pour le quatrième trimestre de 2002, le RAA annualisé atteint 14,6 %, alors qu'il était de -0,4 % au quatrième trimestre de l'an dernier et de 12,9 % au troisième trimestre. Abstraction faite des éléments exceptionnels, le RAA annualisé s'établit à 15,5 % pour le trimestre, après avoir été de 3,8 % il y a un an et de 13,5 % au troisième trimestre.

Le résultat par action se chiffre à 2,68 \$ pour l'exercice, après avoir été de 2,66 \$ en 2001. Abstraction faite des éléments exceptionnels, le résultat par action atteint 2,76 \$, en progression de 11 % par rapport au résultat de 2,48 \$ inscrit l'an dernier. Le résultat par action avant amortissement, abstraction faite des éléments exceptionnels, s'établit à 2,91 \$, alors qu'il était de 2,68 \$ en 2001. Ce résultat, obtenu en dépit de la situation difficile des marchés financiers et du crédit, représente une progression de 8,6 %, conformément à notre fourchette cible de croissance de 8 % à 12 %.

Pour le quatrième trimestre, le résultat par action atteint 0,75 \$, alors qu'il était nul au quatrième trimestre de 2001 et qu'il s'établissait à 0,65 \$ au troisième trimestre. Abstraction faite des éléments exceptionnels, le résultat par action, de 0,19 \$ l'an dernier, se chiffre à 0,80 \$, en hausse de 18 % comparativement au résultat de 0,68 \$ inscrit au troisième trimestre.

Le profit économique net, qui était de 433 millions de dollars en 2001, s'établit à 368 millions pour 2002, à cause principalement de la diminution du revenu net. L'an dernier, celui-ci avait bénéficié d'éléments exceptionnels, particulièrement le gain provenant de la vente de nos placements dans Bancomer. Pour le quatrième trimestre, le profit économique net atteint 127 millions de dollars, comparativement à une perte de 249 millions l'an dernier et à un profit de 84 millions au troisième trimestre.

Les actions ordinaires de la Banque de Montréal ont produit un rendement total de l'avoir des actionnaires (RTAA) de 8,9 % au quatrième trimestre, soit le meilleur rendement des grandes banques canadiennes, dont le résultat moyen à ce chapitre s'établit à -4,1 % pour la période. Le rendement de l'indice composé TSX est de -4,9 % pour le trimestre.

Pour la période terminée le 31 octobre 2002, le RTAA annualisé sur cinq ans de BMO s'établit à 7,9 %, ce qui est le quatrième résultat parmi les grandes banques canadiennes et juste au-dessous de leur moyenne, qui est de 8,2 %. Quant à l'indice TSX, son rendement total comparable est de -0,3 %.

Revenu net

Le revenu net se chiffre à 1 417 millions de dollars pour l'exercice terminé le 31 octobre 2002, en baisse de 54 millions, ou de 4 %, par rapport à l'exercice 2001. Les éléments exceptionnels ont réduit le revenu net de l'exercice 2002, mais ils l'avaient augmenté à l'exercice 2001. Si l'on fait abstraction de ces éléments, le revenu net s'élève à 1 456 millions de dollars, en hausse de 78 millions, ou de 6 %, comparativement à l'an dernier. Les revenus globaux ont augmenté modérément, la forte croissance des revenus provenant des services bancaires aux particuliers et aux entreprises et des entreprises de gestion de patrimoine acquises ainsi que la progression des revenus de titrisation des Services d'entreprise ayant plus que compensé la forte baisse des revenus du groupe Services d'investissement et des secteurs du groupe Gestion privée liés aux marchés financiers. Les frais autres que d'intérêts ont augmenté par rapport à l'an dernier, les coûts liés aux entreprises acquises, la poursuite des dépenses liées à des initiatives et d'autres augmentations de frais n'ayant été que partiellement compensés par les

efforts de limitation des coûts. La réduction de la provision pour créances irrécouvrables, l'abandon de l'amortissement des écarts d'acquisition ainsi que des taux d'imposition plus favorables et des économies d'impôts ont contribué tout particulièrement à la progression du revenu net, abstraction faite des éléments exceptionnels.

Les éléments exceptionnels et leur incidence sur le revenu sont présentés dans le tableau intitulé «Incidence des éléments exceptionnels», qui précède l'analyse des résultats des entités d'exploitation. Au cours de l'exercice 2002, les frais liés aux acquisitions engagés aux troisième et quatrième trimestres ont été inscrits dans les éléments exceptionnels pour les fins d'établissement des résultats financiers. En 2001, les éléments exceptionnels les plus importants étaient un gain de 321 millions de dollars (272 millions après impôts) provenant de la vente de l'investissement de BMO dans Bancomer, une provision générale pour créances irrécouvrables de 100 millions de dollars (58 millions après impôts) et une dévaluation de 178 millions de dollars (105 millions après impôts) de placements en actions dans des titres adossés à des obligations au quatrième trimestre.

Pour le quatrième trimestre, le revenu net se chiffre à 398 millions de dollars, soit une augmentation de 394 millions par rapport au trimestre correspondant de l'an dernier. Abstraction faite des éléments exceptionnels, le revenu net atteint 423 millions de dollars, en hausse de 314 millions comparativement à l'an dernier. En 2001, les provisions pour créances irrécouvrables avaient été gonflées au quatrième trimestre par la brusque détérioration de la conjoncture économique au second semestre. Au quatrième trimestre de l'an dernier, les provisions pour créances irrécouvrables totalisaient 546 millions de dollars, c'est-à-dire plus de 60 % des provisions totales de l'exercice qui se chiffraient à 880 millions, abstraction faite des éléments exceptionnels. En 2002, les provisions se chiffrent à 820 millions de dollars, mais ont été réparties plus également sur l'ensemble de l'exercice. Les provisions du quatrième trimestre, qui s'établissent à 160 millions de dollars, représentent un peu moins de 20 % du total de l'exercice. L'amélioration des résultats s'explique par la diminution de la provision pour créances irrécouvrables, l'augmentation des revenus du groupe Particuliers et entreprises, favorisée par la forte croissance du volume d'affaires au Canada et aux États-Unis, l'accroissement des revenus des services de gestion de patrimoine grâce aux acquisitions et les retombées découlant d'initiatives. Les revenus du groupe Services d'entreprise ont aussi augmenté, tandis que ceux du groupe Services d'investissement chutaient en raison de la détérioration du marché du crédit et de la baisse du revenu net d'intérêts. La croissance des frais a été conforme à celle des revenus. Les acquisitions et les dépenses liées à des initiatives ont influé sur les frais.

Comparativement au troisième trimestre, le revenu net s'est accru de 52 millions de dollars, ou de 15 %. Abstraction faite des éléments exceptionnels, le revenu net a augmenté de 63 millions de dollars, ou de 18 %. L'amélioration des revenus tirés des titres de placement ainsi que l'augmentation des volumes et l'élargissement des marges des services bancaires aux particuliers et aux entreprises ont plus que compensé la hausse des coûts liés à la suppression de certains postes de cadre, celle des dépenses liées à des initiatives et celle de la rémunération liée au rendement. Certaines initiatives fiscales ont aussi fortement contribué à la progression du revenu net.

Revenus

BMO analyse ses revenus sur une base d'imposition comparable (bic). Selon cette méthode, on augmente les revenus et la provision pour impôts sur le revenu calculés en vertu des principes comptables généralement reconnus (PCGR), afin que les revenus tirés de certains titres exonérés d'impôt soient équivalents aux revenus qui en auraient été tirés s'ils avaient été imposés au taux prévu par la loi. Pour l'exercice 2002, ce rajustement se chiffre à 106 millions de dollars, alors qu'il s'élevait à 142 millions il y a un an. Au quatrième trimestre de 2002, il s'établit à 24 millions de dollars, contre 32 millions au trimestre correspondant de 2001 et 26 millions au troisième trimestre.

La croissance des revenus a été favorisée en 2002 par l'acquisition de la First National Bank of Joliet (Joliet) et du Groupe de fonds Guardian au deuxième semestre de 2001 et par celle de CSFB*direct* (qui fait maintenant partie de Harris*direct*) au deuxième trimestre de 2002.

Les revenus de l'exercice 2002 se chiffrent à 8 859 millions de dollars, alors qu'ils atteignaient 8 863 millions l'année précédente. Abstraction faite des éléments exceptionnels ayant contribué aux revenus de l'an dernier, les revenus ont augmenté de 151 millions de dollars, ou de 2 %. Après rajustement pour tenir compte de l'effet additif des entreprises acquises, les revenus de 2002, abstraction faite des éléments exceptionnels, ont diminué de 102 millions de dollars, ou de 1 %.

Au quatrième trimestre, les revenus ont atteint 2 289 millions de dollars, soit une augmentation de 338 millions, ou de 17 %, comparativement au quatrième trimestre de l'an dernier. Abstraction faite des éléments exceptionnels, l'augmentation est de 160 millions de dollars, ou de 7 %. Par rapport au troisième trimestre, elle est de 146 millions de dollars, ou de 7 %. Si l'on exclut les revenus des entreprises acquises, qui se chiffrent à 65 millions de dollars, ainsi que les éléments exceptionnels, les revenus du quatrième trimestre ont progressé de 4 % comparativement à l'an dernier.

Pour l'exercice 2002, le revenu net d'intérêts atteint 4 935 millions de dollars, soit une progression de 294 millions par rapport à 2001. La marge nette d'intérêts moyenne s'établit à 1,99 %, soit une hausse de 8 points de base par rapport à l'an dernier. L'actif moyen s'élève à 240 milliards de dollars, soit 4,7 milliards de plus que l'an dernier. Dans le secteur des services bancaires aux particuliers, les marges ont diminué de 5 points de base comparativement à l'exercice précédent et s'établissent à 3,13 %; dans le secteur des services de gros, elles ont augmenté de 1 point de base, et s'établissent à 1,04 %. La progression des marges globales de BMO s'explique par l'évolution de la composition de son actif, la proportion des éléments d'actif à rendement relativement élevé des services aux particuliers ayant augmenté, pendant que celle des éléments d'actif à rendement relativement peu élevé des services de gros diminuait.

Pour le quatrième trimestre de 2002, le revenu net d'intérêts se chiffre à 1 230 millions de dollars, en hausse de 29 millions comparativement à l'année précédente. La marge nette d'intérêts moyenne s'établit à 1,92 %, en baisse de 2 points de base par rapport au même trimestre l'an dernier. L'actif moyen s'élève à 253,9 milliards de dollars, en hausse de 8,2 milliards comparativement à l'an dernier. Dans le secteur des services bancaires aux particuliers et aux entreprises, les marges ont progressé de 4 points de base par rapport à l'exercice précédent et s'établissent à 3,16 %, pendant que dans les services de gros, elles se rétrécissaient de 21 points de base pour se situer à 0,86 %.

Comparativement au troisième trimestre, le revenu net d'intérêts s'est accru de 13 millions de dollars. Les marges nettes d'intérêts se sont rétrécies de 3 points de base, pendant que l'actif moyen augmentait de 6,6 milliards de dollars. Dans le secteur des services bancaires aux particuliers et aux entreprises, les marges ont progressé de 8 points de base, grâce à de meilleures marges au Canada, tandis que celles des services de gros reculaient de 9 points de base.

Les revenus autres que d'intérêts s'élèvent à 3 924 millions de dollars pour l'exercice 2002, contre 4 222 millions en 2001. Abstraction faite des éléments exceptionnels de l'an dernier, les revenus autres que d'intérêts ont diminué de 143 millions de dollars. Les pertes découlant de la vente de titres ont augmenté de 126 millions, tandis que les revenus de négociation diminuaient de 281 millions en raison de la faiblesse du secteur du crédit et des marchés financiers. Les entreprises acquises ont permis d'ajouter environ 152 millions de dollars de revenus autres que d'intérêts par rapport à l'an dernier, les commissions provenant des marchés financiers et les revenus de fonds d'investissement ayant tous deux augmenté. Les revenus des services de cartes et autres ont progressé de façon appréciable.

Pour le quatrième trimestre de 2002, les revenus autres que d'intérêts s'élèvent à 1 059 millions de dollars, en hausse de 309 millions par rapport à l'an dernier. Abstraction faite des éléments exceptionnels de la période précédente, les revenus autres que d'intérêts ont progressé de 131 millions de dollars. L'apport des entreprises acquises à cette progression se chiffre à 48 millions de dollars, et celui des titres de placement, à 55 millions.

Comparativement au troisième trimestre, les revenus autres que d'intérêts se sont accrus de 133 millions de dollars, en grande partie grâce à l'augmentation des gains provenant de la vente de titres; au troisième trimestre, nous avons dû procéder à des dévaluations.

Frais autres que d'intérêts

Les frais autres que d'intérêts se chiffrent à 6 030 millions de dollars pour l'exercice 2002, soit une augmentation de 359 millions par rapport à l'exercice précédent. Si l'on exclut les coûts exceptionnels liés aux acquisitions de cette année, les frais autres que d'intérêts s'établissent à 5 968 millions de dollars, soit une augmentation de 297 millions, ou de 5 %, comparativement à l'an dernier. Sur cette somme, environ 250 millions sont attribuables aux entreprises acquises. Les coûts de la rémunération liée au rendement ont légèrement diminué par rapport à l'an dernier, l'augmentation des coûts dans les secteurs des services aux particuliers et aux entreprises ayant été compensée par la réduction des coûts du groupe Services d'investissement. Les frais comprennent encore des dépenses liées à des initiatives visant à soutenir la stratégie de croissance de BMO, notamment l'expansion du réseau de distribution nord-américain de BMO et de ses services de gestion de patrimoine aux États-Unis, ainsi que la mise en œuvre de Connexion Pathway, la nouvelle plateforme technologique des services bancaires aux particuliers et aux entreprises. La croissance des frais s'est également ressentie des indemnités de cessation d'emploi, de la hausse des coûts des régimes de retraite et de la force du dollar américain. Les mauvaises conditions du secteur du crédit et la faiblesse des marchés d'actions ont empêché d'exploiter des possibilités de croissance des revenus dans certains secteurs d'activité. En conséquence, la direction s'est préoccupée tout particulièrement du contrôle des coûts en 2002.

Les charges de retraite ont augmenté de 68 millions de dollars en 2002 et devraient croître d'environ le même montant l'an prochain. Cette hausse s'explique par un rendement moins élevé que prévu de l'actif des régimes en 2002 et par une diminution de 7,5 % à 7,0 % du taux de rendement à long terme prévu, facteurs en partie compensés par une contribution prévue à notre régime de retraite.

Pour le quatrième trimestre de 2002, les frais autres que d'intérêts atteignent 1 604 millions de dollars, soit 155 millions de dollars de plus que l'année précédente. Abstraction faite des éléments exceptionnels, ces frais se chiffrent à 1 565 millions, soit une augmentation de 116 millions, ou de 8 %. Si l'on fait abstraction de l'incidence des acquisitions, qui se chiffre à environ 66 millions de dollars, l'augmentation s'établit à 48 millions, ou à 3 %. La rémunération liée au rendement a augmenté de 54 millions de dollars, et les indemnités de cessation d'emploi ont également eu des incidences sur les données comparatives.

Comparativement au troisième trimestre, les frais ont augmenté de 116 millions de dollars. Abstraction faite des éléments exceptionnels, l'augmentation est de 100 millions de dollars, ou de 7 %. Les frais du trimestre comprennent des indemnités de cessation d'emploi de 50 millions de dollars liées à la suppression d'environ 500 postes de cadre. La hausse des coûts liés aux transactions et des autres frais liés aux ordinateurs, y compris l'amortissement, ainsi que les dépenses liées à des initiatives ont aussi influé sur les frais au cours du trimestre. BMO continue à appliquer son programme de gestion des coûts, qui vise à ralentir la croissance de ses frais tout en haussant ses revenus. Ce programme a été conçu de manière à maintenir les dépenses liées aux services à la clientèle qui sont essentielles au développement des ventes ainsi que les initiatives stratégiques destinées à favoriser la croissance, et à réduire les autres frais discrétionnaires.

Les PCGR n'exigent plus l'amortissement des écarts d'acquisition, prévoyant plutôt des tests de dépréciation périodiques afin de s'assurer que leur juste valeur demeure égale ou supérieure à leur valeur comptable. Ce changement de convention comptable a haussé le revenu net de 15 millions de dollars au quatrième trimestre et de 56 millions pour l'exercice, comparativement aux périodes correspondantes de 2001. Nous n'avons eu à inscrire aucune charge pour dépréciation d'écart d'acquisition au cours de l'exercice.

BMO commencera à comptabiliser dans les frais de rémunération les nouvelles options octroyées après le 31 octobre 2002. Nous prévoyons que ces dépenses se situeront dans une fourchette de 0,02 \$ à 0,04 \$ par action pour l'exercice 2003. Si BMO avait passé en charges toutes les options d'achat d'actions en circulation cette année, son revenu net selon les états financiers aurait été diminué de 12 millions de dollars pour le quatrième trimestre et de 47 millions pour l'exercice.

Impôts sur le revenu

Abstraction faite des éléments exceptionnels, le taux d'imposition effectif s'établit à 26,7 % pour l'exercice 2002, alors qu'il était de 31,6 % en 2001. La provision pour impôts sur le revenu en pourcentage du revenu, abstraction faite des éléments exceptionnels, a bénéficié d'une diminution de 2 points de pourcentage du taux d'imposition et d'autres avantages fiscaux.

Pour le quatrième trimestre, le taux d'imposition s'établit à 22,2 %, alors qu'il était de 27,5 % au trimestre précédent. Cette baisse est attribuable à la matérialisation d'avantages fiscaux supplémentaires au quatrième trimestre. Au quatrième trimestre de l'an dernier, le taux d'imposition effectif était exceptionnel. Il était dû à l'augmentation de la provision pour créances irrécouvrables, à des redressements fiscaux favorables et à d'autres avantages fiscaux.

Nous estimons que le taux «normal» d'imposition du revenu pour 2003 devrait être de l'ordre de 31 %. Nous prévoyons que le taux d'imposition effectif sera d'environ 28 % à 29 % en raison de la matérialisation d'avantages fiscaux non durables.

Bilan

L'actif total, qui a augmenté de 13,5 milliards de dollars par rapport à l'an dernier, se chiffre à 252,9 milliards de dollars. La valeur des titres de négociation atteint 22,4 milliards de dollars, soit une progression de 6,2 milliards, due en grande partie à l'augmentation de la valeur des titres d'emprunt de l'État canadien et de grandes entreprises et des actions. L'augmentation des titres à revenu fixe résulte de titres mis en pension. Les soldes peuvent varier de façon importante selon les occasions du moment. La progression des titres de participation s'explique par l'offre de nouveaux produits.

Le solde net des prêts et acceptations s'est accru de 4,8 milliards de dollars, pour s'établir à 149,6 millions. Les prêts aux entreprises et administrations publiques ont diminué de 3,5 milliards de dollars en raison des inquiétudes liées au crédit et du fléchissement de la demande. Les prêts hypothécaires à l'habitation ont augmenté de 5,6 milliards de dollars grâce à vigueur des ventes sur le marché de l'habitation, et les prêts sur cartes de crédit, les prêts à tempérament et les autres prêts aux particuliers ont également fortement progressé. Le portefeuille de prêts demeure bien diversifié, mais présente une plus grande proportion de prêts canadiens en raison de la croissance des prêts hypothécaires à l'habitation au Canada.

Par rapport au troisième trimestre, l'actif total s'est accru de 2,8 milliards de dollars. L'encaisse a progressé de 2,8 milliards, les prêts à la consommation, y compris les prêts hypothécaires à l'habitation, ont augmenté de 2,0 milliards et les prêts aux entreprises et aux administrations publiques ont crû de 1,3 milliard. Ces augmentations ont toutefois été partiellement neutralisées par une baisse de 3,7 milliards de dollars des autres éléments d'actif, attribuable à la diminution de créances diverses et des sommes à percevoir des clients, négociants et courtiers.

Le passif total a progressé de 12,2 milliards de dollars par rapport à l'an dernier et atteint 241,0 milliards. Les dépôts ont augmenté de 7,5 milliards. Les dépôts des particuliers, qui ont tendance à être assez stables, ont progressé de 7,5 milliards. Les dépôts des entreprises et des administrations publiques ont augmenté de 5,3 milliards, tandis que les dépôts de banques ont diminué de 5,3 milliards. Ceux des particuliers représentaient 46 % du total des dépôts, contre 44 % à la fin de l'exercice précédent.

Les mises en pension, qui ont progressé de 7,3 milliards de dollars par rapport à l'an dernier, ont atteint 24,8 milliards de dollars, fournissant des fonds pour accroître les avoirs en titres de négociations.

Par rapport au troisième trimestre, le passif total s'est accru de 2,6 milliards de dollars. Les dépôts ont augmenté de 2,6 milliards, pendant que la valeur des titres mis en pension progressait de 4,3 milliards et que celle des autres éléments de passif diminuait de 3,6 milliards.

Gestion des risques

La provision pour créances irrécouvrables se chiffre à 820 millions de dollars pour l'exercice 2002, contre 980 millions en 2001. La provision de l'an dernier comprenait une provision générale de 100 millions de dollars qui avait été comptabilisée dans les éléments exceptionnels. Cette charge exceptionnelle est exclue de l'exposé des faits et des ratios qui suivent. La provision de l'exercice 2002 représente 56 points de base du solde net moyen des prêts et acceptations, y compris les titres pris en pension, alors qu'elle en représentait 60 points de base l'an dernier. Le ratio de provisionnement est supérieur à la fourchette cible de 40 à 50 points de base établie à la fin de l'exercice précédent, mais il est conforme à la prévision mise à jour déjà annoncée par BMO. Le 25 avril 2002, BMO avait rajusté sa provision pour créances irrécouvrables prévue pour l'exercice, la situant dans une fourchette de 775 à 825 millions de dollars, soit environ 55 points de base du solde net moyen des prêts et acceptations. L'augmentation annoncée s'expliquait en grande partie par la nécessité d'établir une provision de 140 millions de dollars pour les prêts consentis à Téléglobe Inc., après que BCE eut annoncé son intention de mettre fin à son soutien financier à long terme à sa filiale.

La provision pour créances irrécouvrables se chiffre à 160 millions de dollars pour le quatrième trimestre, soit le même montant qu'au troisième trimestre et une diminution de 386 millions par rapport au quatrième trimestre de l'an dernier. En 2001, les provisions avaient été augmentées considérablement au quatrième trimestre, en raison de la récession qui apparaissait aux États-Unis et de la détérioration de la conjoncture au Canada. En 2002, les provisions trimestrielles ont été plus uniformes, abstraction faite de l'augmentation du deuxième trimestre mentionnée ci-dessus.

Le montant brut des prêts douteux se chiffre à 2 337 millions de dollars à la fin de l'exercice, comparativement à 2 014 millions il y a un an et à 2 057 millions à la fin du troisième trimestre. Le solde brut des prêts douteux, exprimé en pourcentage de l'avoir des actionnaires et de la réserve pour créances irrécouvrables s'est accru légèrement cette année pour s'établir à 15,16 %, comparativement à 14,17 % l'an dernier.

Les prêts douteux, après déduction des réserves spécifiques pour créances irrécouvrables, totalisent 1 568 millions de dollars, comparativement à 1 245 millions à la fin de l'exercice précédent et à 1 357 millions à la fin du troisième trimestre. La réserve générale pour créances irrécouvrables totalise 1 180 millions de dollars et est demeurée inchangée par rapport à l'an dernier. Cette réserve est conservée pour éponger les créances irrécouvrables du portefeuille qui ne peuvent être associées à des prêts en particulier. Les prêts douteux, après déduction des réserves spécifiques et de la réserve générale pour créances irrécouvrables, totalisent 388 millions de dollars, comparativement à 65 millions à la fin de l'exercice précédent et à 177 millions à la fin du troisième trimestre.

La valeur des nouveaux prêts douteux a atteint 1 945 millions de dollars pour l'exercice; en baisse par rapport aux 2 041 millions inscrits à ce chapitre en 2001, ce chiffre est conforme aux prévisions à ce stade du cycle économique. Les nouveaux prêts douteux de 2002 comprennent des prêts de 312 millions de dollars consentis à des sociétés exploitantes d'Adelphia Group, qui ont été classés comme douteux au troisième trimestre. Pour le quatrième trimestre, la valeur des nouveaux prêts douteux s'élève à 462 millions de dollars, alors qu'elle atteignait 522 millions au troisième trimestre. Sur ces 462 millions de dollars, environ 186 millions découlent de la décision de classer comme douteux un certain nombre de prêts octroyés à des sociétés du Royaume-Uni et des États-Unis dans le secteur de l'énergie électrique et de la production d'énergie.

Au cours de l'exercice, BMO a vendu des prêts problèmes d'une valeur de 397 millions de dollars pour un produit de 265 millions. Aucun prêt problème important n'a été cédé au quatrième trimestre. Les radiations se chiffrent à 884 millions de dollars pour 2002, contre 698 millions en 2001. Pour le trimestre, les radiations totalisent 96 millions de dollars.

Le solde net des prêts aux entreprises de câblodistribution et de télécommunication était d'environ 2,0 milliards de dollars, soit 1,4 % du solde net total des prêts et acceptations à la fin de l'exercice. Des réserves spécifiques de 116 millions ont été comptabilisées pour les créances irrécouvrables, sur un total de 545 millions de dollars de prêts douteux octroyés à des entreprises du secteur des communications. L'encours net des prêts à des sociétés du secteur de l'énergie et de la production d'énergie s'établit à environ 1,1 milliard de dollars, ou 0,8 % du solde net total des prêts et acceptations à la fin de l'exercice. Des réserves spécifiques de 86 millions de dollars ont été comptabilisées pour les prêts considérés comme douteux consentis à des sociétés du secteur de l'énergie et de la production d'énergie, d'un montant de 211 millions. Les engagements dans les régions du monde en difficulté économique demeurent limités. L'encours des prêts à des emprunteurs en Argentine s'élevait à 33 millions de dollars à la fin de 2002, alors qu'il atteignait 159 millions de dollars un an plus tôt.

Le cadre de gestion de BMO à l'égard du risque de marché et du risque de liquidité et de financement ainsi que ses principales mesures à l'égard de ces risques sont exposés aux pages 20 à 22 de son Rapport annuel 2001. L'analyse par la direction des résultats d'exploitation et de la situation financière de l'exercice 2002, qui sera accessible sur le site Web de BMO vers le 19 décembre 2002, contiendra des renseignements sur ces risques.

Principales conventions comptables

En décembre 2001, la Securities and Exchange Commission des États-Unis a émis un avis encourageant les entreprises à expliquer leurs principales conventions comptables dans leur analyse des résultats d'exploitation et de la situation financière, afin de mieux informer les investisseurs de la sensibilité des résultats financiers aux méthodes, hypothèses et estimations qui sous-tendent la préparation des états financiers.

Les notes afférentes aux états financiers consolidés du 31 octobre 2001 de la Banque de Montréal contiennent un résumé des principales conventions comptables. En outre, la note 2 afférente aux états financiers consolidés intérimaires non vérifiés du 31 octobre 2002, qui sont joints au présent document, fournit des renseignements sur les changements apportés aux principales conventions comptables depuis le 31 octobre 2001. L'analyse par la direction des résultats d'exploitation et de la situation financière du deuxième trimestre contenait des explications sur deux importantes conventions comptables portant sur la réserve pour créances irrécouvrables et les instruments financiers évalués à leur juste valeur, qui sont considérées comme particulièrement importantes parce qu'elles exigent de la direction qu'elle prenne des décisions cruciales, dont certaines sont liées à des questions fondamentalement incertaines. Nous invitons le lecteur à se reporter à l'analyse du deuxième trimestre afin de prendre connaissance de ces explications. L'analyse par la direction des résultats d'exploitation et de la situation financière intégrée au Rapport annuel 2002 contiendra des explications plus détaillées.

Gestion du capital

BMO Groupe financier a atteint son objectif, qui consiste à conserver un ratio du capital de première catégorie d'au moins 8 %. Au 31 octobre 2002, le ratio du capital de première catégorie s'établissait à 8,80 %, alors qu'il était de 8,15 % un an plus tôt. Cette hausse s'explique par l'augmentation des bénéfices non répartis et par l'émission d'actions privilégiées au premier trimestre, facteurs partiellement neutralisés par l'augmentation des écarts d'acquisition et de l'actif incorporel liée à des acquisitions. La diminution de l'actif pondéré en fonction des risques a également contribué à la hausse. Le ratio de capital de première catégorie a progressé de 8 points de base par rapport au troisième trimestre. Le ratio du capital total s'établissait à 12,23 % au 31 octobre 2002, alors qu'il était de 12,12 % l'an dernier et de 12,25 % à la fin du troisième trimestre.

Le 10 décembre 2001, la Banque de Montréal a émis 12 millions d'actions privilégiées de catégorie B donnant droit à un dividende de 5,95 %, ce qui représente un produit global de 300 millions de dollars américains.

BMO a racheté 250 millions de dollars de débentures de série 24 à intérêt de 6,05 %, au deuxième trimestre, et 450 millions de dollars de billets à moyen terme de la série A, rémunérés à 5,55 %, le 27 août 2002. Dans les deux cas, le rachat a été effectué en raison du rendement élevé des titres relativement aux taux en vigueur sur le marché.

Cote de crédit

La cote de crédit de la Banque de Montréal, combinaison des cotes de crédit attribuées par Moody's et Standard & Poor's (S&P) sur les créances prioritaires, est demeurée inchangée (AA-), mais S&P et Moody's maintiennent leur perception négative.

Incidence des éléments exceptionnels (en millions de dollars, sauf indication contraire et les données par action)

Selon les états financiers	Exercice 2002	Exercice 2001	T4-2002	T4-2001	T3-2002
Revenus (bic)	8 859	8 863	2 289	1 951	2 143
Provision pour créances irrécouvrables	820	980	160	546	160
Frais autres que d'intérêts	6 030	5 671	1 604	1 449	1 488
Impôts sur le revenu (bic)	530	643	110	(77)	135
Revenu net	1 417	1 471	398	4	346
Amortissement des écarts d'acquisition et des éléments d'actif incorporel	75	101	22	27	22
Revenu net avant amortissement	1 492	1 572	420	31	368
Rendement de l'avoir des actionnaires	13,4 %	13,8 %	14,6 %	(0,4 %)	12,9 %
Rendement de l'avoir des actionnaires avant amortissement	14,2 %	14,8 %	15,4 %	0,7 %	13,8 %
Résultat dilué par action (en dollars)	2,68	2,66	0,75	-	0,65
Résultat dilué par action avant amortissement (en dollars)	2,83	2,86	0,79	0,06	0,70
Ratio des frais autres que d'intérêts aux revenus	68,1 %	64,0 %	70,1 %	74,2 %	69,4 %

Éléments exceptionnels	Entité d'exploitation	Exercice 2002	Exercice 2001	T4-2002	T4-2001	T3-2002
Gain à la vente de succursales	PE	-	12	-	-	-
Gain à la vente de Bancomer	Serv. d'entr.	-	321	-	-	-
Dévaluation d'investissements dans des titres adossés à des obligations	SI	-	(178)	-	(178)	-
Augmentation/(diminution) des revenus		-	155	-	(178)	-
Augmentation de la provision générale pour créances irrécouvrables	Serv. d'entr.	-	100	-	-	-
Augmentation/(diminution) des frais						
Acquisition de CSFBdirect - coûts liés	GP	62	-	39	-	23
Augmentation/(diminution) du revenu avant impôts		(62)	55	(39)	(178)	(23)
Augmentation/(diminution) des impôts sur le revenu						
Impôts sur le revenu - Éléments exceptionnels		(23)	(63)	(14)	(73)	(9)
Rajustement de l'actif d'impôts futurs en raison de la réduction des taux proposée		-	25	-	-	-
Augmentation/(diminution) du revenu net		(39)	93	(25)	(105)	(14)

Abstraction faite des éléments exceptionnels	Exercice 2002	Exercice 2001	T4-2002	T4-2001	T3-2002
Revenus (bic)	8 859	8 708	2 289	2 129	2 143
Provision pour créances irrécouvrables	820	880	160	546	160
Frais autres que d'intérêts	5 968	5 671	1 565	1 449	1 465
Impôts sur le revenu (bic)	553	681	124	(4)	144
Revenu net	1 456	1 378	423	109	360
Amortissement des écarts d'acquisition et des éléments d'actif incorporel	75	101	22	27	22
Revenu net avant amortissement	1 531	1 479	445	136	382
Rendement de l'avoir des actionnaires	13,8 %	12,9 %	15,5 %	3,8 %	13,5 %
Rendement de l'avoir des actionnaires avant amortissement	14,6 %	13,9 %	16,4 %	4,8 %	14,4 %
Résultat dilué par action (en dollars)	2,76	2,48	0,80	0,19	0,68
Résultat dilué par action avant amortissement (en dollars)	2,91	2,68	0,85	0,25	0,72
Ratio des frais autres que d'intérêts aux revenus	67,4 %	65,1 %	68,3 %	68,1 %	68,4 %

Mesures non conformes aux PCGR

De temps à autre, les résultats d'exploitation de BMO comprennent des éléments exceptionnels. Ces éléments sont généralement peu fréquents, importants et quantifiables et ne sont pas susceptibles de se répéter dans un proche avenir. Il n'est pas considéré comme pertinent de les inclure dans l'évaluation des activités courantes de BMO. En conséquence, il est préférable de ne pas tenir compte de ces éléments lorsqu'il s'agit de procéder à une analyse de tendance. En 2001, les gains réalisés sur la vente de succursales et de Bancomer, l'augmentation de la provision générale pour créances irrécouvrables et la réduction de la valeur d'actifs d'impôts futurs ont été classés dans la catégorie des éléments exceptionnels parce que ces éléments étaient considérés comme importants mais non réguliers et découlaient, dans certains cas, de mesures prises par la direction qui pouvaient influencer considérablement sur les résultats. La dévaluation du placement dans des titres adossés à des obligations a été classée dans les éléments exceptionnels en raison de sa nature inhabituelle et de l'importance de son incidence sur les résultats du trimestre au cours duquel elle a été effectuée. En 2002, les coûts liés à l'acquisition de CSFBdirect et de Northwestern Trust and Investors Advisory Company ont été classés dans les éléments exceptionnels parce qu'ils modifient considérablement les résultats du groupe Gestion privée cette année et qu'ils auront un effet de distorsion sur l'analyse des tendances.

La direction de BMO et certaines parties intéressées considèrent que l'analyse des résultats est meilleure lorsqu'elle se concentre sur les résultats avant amortissement et sur les résultats excluant les éléments exceptionnels. Les effets de ces rajustements sont exposés ci-dessus. Les organismes de réglementation du commerce des valeurs mobilières exigent cependant que les entreprises préviennent les lecteurs de ces analyses que leurs résultats ainsi rajustés n'ont pas une signification standard selon les PCGR et ne sont pas destinés à être comparés avec des mesures similaires utilisées par d'autres entreprises.

ANALYSE DES RÉSULTATS DES ENTITÉS D'EXPLOITATION

Nous présentons ici une analyse des résultats financiers de chacune des entités d'exploitation, ainsi que certaines de leurs réalisations pour le quatrième trimestre de 2002. Nous faisons également une analyse distincte de la Harris Bank, dont les résultats financiers sont intégrés à chacune des entités d'exploitation.

Les objectifs et les perspectives économiques et commerciales de chacune des entités d'exploitation et de la Harris Bank pour l'exercice 2002 étaient exposés dans le Rapport annuel 2001 (pages 26, 30, 33, 37 et 38). Un résumé des réalisations relatives à ces objectifs et les objectifs de nos entités d'exploitation pour 2003 sont énoncés dans la section «Analyse par la direction des résultats d'exploitation et de la situation financière» du Rapport annuel 2002 de la Banque de Montréal, qui sera accessible sur notre site Web (www.bmo.com) à compter du 19 décembre 2002.

De temps à autre, il arrive que la responsabilité de certains secteurs d'activité et certaines unités sous-jacentes soit confiée à d'autres entités d'exploitation afin d'harmoniser la structure organisationnelle de BMO et ses priorités stratégiques. Lorsque cela se produit, toutes les données comparatives sont retraitées pour tenir compte des transferts. Au deuxième trimestre, les activités des Services de gestion de trésorerie ont été transférées de Technologie et solutions (auparavant Emfisys) au groupe Services d'investissement. La note 9 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires ci-joints explique comment les éléments de l'état des résultats requérant une répartition sont distribués entre les entités d'exploitation, y compris la répartition de la provision pour créances irrécouvrables, dont il est plus amplement question aux rubriques Services d'entreprise et Services d'investissement.

État sommaire des résultats et statistiques des entités d'exploitation pour l'exercice 2002 et pour le quatrième trimestre de 2002

	Exercice 2002, sauf indication contraire					T4-2002, sauf indication contraire				
(en millions de dollars, sauf indication contraire)	Groupe PE	Groupe GP	Groupe SI	Services d'entreprise, y compris Technologie et solutions	Total consolidé	Groupe PE	Groupe GP	Groupe SI	Services d'entreprise, y compris Technologie et solutions	Total consolidé
Selon les états financiers										
Revenu net d'intérêts (bic)	3 309	565	1 466	(405)	4 935	869	152	308	(99)	1 230
Revenus autres que d'intérêts	1 299	1 132	1 068	425	3 924	336	280	328	115	1 059
Total des revenus (bic)	4 608	1 697	2 534	20	8 859	1 205	432	636	16	2 289
Provision pour créances irrécouvrables	281	1	227	311	820	70	-	57	33	160
Frais autres que d'intérêts	2 763	1 534	1 421	312	6 030	719	411	365	109	1 604
Revenu avant impôts sur le revenu et part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	1 564	162	886	(603)	2 009	416	21	214	(126)	525
Impôts sur le revenu (bic)	594	66	294	(424)	530	158	8	69	(125)	110
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	2	-	-	60	62	2	-	-	15	17
Revenu net - Exercice 2002	968	96	592	(239)	1 417	256	13	145	(16)	398
Revenu net - Exercice 2001	794	121	477	79	1 471	194	11	(98)	(103)	4
Revenu net - T3-2002						256	12	109	(31)	346
Abstraction faite des éléments exceptionnels										
Revenu net - Exercice 2002	968	135	592	(239)	1 456	256	38	145	(16)	423
Revenu net - Exercice 2001	785	121	582	(110)	1 378	194	11	7	(103)	109
Revenu net - T3-2002						256	26	109	(31)	360
Autres statistiques selon les états financiers										
Profit économique net	566	(7)	(3)	n.s.	368	154	(14)	(4)	n.s.	127
Rendement de l'avoir des actionnaires avant amortissement	25,5 %	10,0 %	10,4 %	n.s.	14,2 %	26,6 %	6,7 %	10,2 %	n.s.	15,4 %
Avoir moyen des actionnaires ordinaires	3 785	1 322	5 112	n.s.	9 973	3 796	1 461	5 108	n.s.	10 277
Actif moyen (en milliards de dollars)	105,8	5,5	140,8	n.s.	248,0	109,2	5,9	142,6	n.s.	253,9
Effectif - équivalent de durée normale	18 043	5 420	2 140	8 309	33 912					

n.s. - non significatif

GROUPE PARTICULIERS ET ENTREPRISES

(en millions de dollars, sauf indication contraire)	Exercice 2002	Augmentation/ (Diminution) c. exercice 2001		T4-2002	Augmentation/ (Diminution) c. T4-2001		Augmentation/ (Diminution) c. T3-2002	
Selon les états financiers								
Revenu net d'intérêts (bic)	3 309	255	8 %	869	87	11 %	37	5 %
Revenus autres que d'intérêts	1 299	43	3 %	336	25	8 %	(4)	(1 %)
Total des revenus (bic)	4 608	298	7 %	1 205	112	10 %	33	3 %
Provision pour créances irrécouvrables	281	14	5 %	70	(10)	(13 %)	-	-
Frais autres que d'intérêts	2 763	70	3 %	719	37	5 %	31	5 %
Revenu avant impôts et amortissement des écarts d'acquisition	1 564	214	16 %	416	85	26 %	2	-
Impôts sur le revenu (bic)	594	61	12 %	158	28	22 %	-	-
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	2	2	100 %	2	1	93 %	2	100 %
Amortissement des écarts d'acquisition, déduction faite des impôts sur le revenu	-	(23)	(100 %)	-	(6)	(100 %)	-	-
Revenu net	968	174	22 %	256	62	32 %	-	-
Rendement de l'avoir des actionnaires avant amortissement								
	25,5 %		(0,3 %)	26,6 %		3,1 %		(0,1 %)
Marge nette d'intérêts	3,13 %		(0,05 %)	3,16 %		0,04 %		0,08 %
Ratio des frais autres que d'intérêts aux revenus	60,0 %		(2,5 %)	59,7 %		(2,8 %)		1,0 %
Actif moyen	105 806	9 661	10 %	109 174	9 742	10 %	1 992	2 %
Abstraction faite des éléments exceptionnels								
Revenus (bic)	4 608	310	7 %	1 205	112	10 %	33	3 %
Frais autres que d'intérêts	2 763	70	3 %	719	37	5 %	31	5 %
Revenu net	968	183	23 %	256	62	32 %	-	-
Rendement de l'avoir des actionnaires avant amortissement								
	25,5 %		-	26,6 %		3,1 %		(0,1 %)
Ratio des frais autres que d'intérêts aux revenus	60,0 %		(2,7 %)	59,7 %		(2,8 %)		1,0 %

Analyse des résultats

Les résultats de l'exercice 2001 comprennent des revenus de 12 millions de dollars et un revenu net de 9 millions liés à des gains exceptionnels résultant de la vente de succursales. Les observations ci-dessous font abstraction de ces éléments exceptionnels.

Le revenu net de l'exercice, qui s'établit à 968 millions de dollars, a progressé de 23 % par rapport à l'exercice 2001 sous l'effet de la croissance des revenus au Canada et aux États-Unis, notamment sur le marché des services bancaires aux particuliers et aux PME aux États-Unis, des retombées positives des mesures de limitation des coûts au Canada et de l'abandon de l'amortissement des écarts d'acquisition. Ces augmentations ont été partiellement contrebalancées par une hausse des provisions pour créances irrécouvrables. L'acquisition de la First National Bank of Joliet (Joliet), vers la fin du troisième trimestre de 2001, a contribué à accroître les revenus et les frais, ainsi que la rentabilité. Le revenu net, qui s'établit à 256 millions de dollars au quatrième trimestre de 2002, a progressé de 32 % par rapport au trimestre correspondant de l'an dernier, sous l'effet de la forte croissance des revenus. Le revenu net est resté inchangé par rapport au dernier trimestre.

Les revenus de l'exercice 2002 ont atteint 4 608 millions de dollars, en hausse de 7 % par rapport à l'exercice précédent, grâce à l'augmentation du revenu net d'intérêts, qui a bénéficié d'une importante croissance en volume aux États-Unis et au Canada. Les revenus ont progressé de 136 millions de dollars, ou de 4 %, au Canada et de 174 millions, ou de 26 %, sur le marché des services bancaires aux particuliers et aux PME aux États-Unis. Les marges nettes d'intérêts sont demeurées pratiquement inchangées aux États-Unis, mais ont rétréci au Canada en raison de taux d'intérêt peu élevés et d'un marché des prêts très concurrentiel.

Les revenus ont augmenté de 10 % au quatrième trimestre par rapport à l'exercice précédent grâce à une forte croissance en volume au Canada et aux États-Unis. Les marges se sont quelque peu améliorées au Canada, le contexte se caractérisant dans les deux cas par la faiblesse des taux d'intérêt. Les revenus autres que d'intérêts ont progressé, l'augmentation du revenu net ayant plus que compensé la diminution des revenus de titrisation et des gains réalisés à la vente de titres.

Les revenus ont augmenté de 3 % par rapport au troisième trimestre, la croissance soutenue du volume d'affaires et l'amélioration des marges au Canada ayant contribué à grossir les revenus nets d'intérêts. Les revenus autres que d'intérêts ont diminué, en raison du recul des revenus de titrisation et des gains nets réalisés à la vente de titres durant le trimestre. Aux États-Unis, la progression des revenus est attribuable à la croissance des prêts et des dépôts.

Les frais autres que d'intérêts de l'exercice 2002 se chiffrent à 2 763 millions de dollars, soit 3 % de plus que l'an dernier. Au Canada, les frais sont demeurés stables grâce à des mesures efficaces de limitation des coûts, ce qui a contribué à l'amélioration du ratio des frais aux revenus, passé de 62,0 % à 59,7 %. Aux États-Unis, la hausse des frais est attribuable aux coûts d'intégration et de conversion des systèmes de la Joliet, à la croissance du volume d'affaires des services bancaires aux particuliers, aux activités d'expansion et à la conversion des devises. Toutefois, toujours aux États-Unis, le ratio des frais aux revenus s'est amélioré de 5 points de pourcentage pour s'établir à 60,9 %. Les frais du groupe ont augmenté par rapport au trimestre correspondant de l'an dernier et au trimestre précédent en raison de la hausse de la rémunération liée au rendement et des dépenses liées à des initiatives clés. Le ratio des frais aux revenus du groupe s'est amélioré, passant de 62,5 % au quatrième trimestre de l'an passé à 59,7 % au dernier trimestre, à la faveur d'une croissance des revenus supérieure à celle des frais.

Faits marquants et réalisations du quatrième trimestre de 2002

Voici quelques-unes des réalisations du groupe au cours du quatrième trimestre dans la poursuite de ses objectifs pour l'exercice 2002.

- Connexion Pathway, plateforme de pointe entièrement intégrée tournant sous Windows 2000, a été mise en service avec succès. Cette nouvelle plateforme est un outil efficace pour gérer les renseignements sur les clients, particuliers et entreprises. La mise en œuvre est en bonne voie, et le rythme des installations est d'environ 100 succursales par mois. La conversion des succursales et des centres d'appels devrait être achevée à la fin de janvier 2003. Des logiciels de gestion des renseignements sur les clients et d'aide à la prise de décision qui complètent cette nouvelle plateforme ont également été mis en œuvre.
- En septembre, BMO Banque de Montréal a lancé la carte MasterCard Mosaik, qui constitue une stratégie originale de repositionnement et d'image de marque. Le titulaire d'une carte Mosaik n'a plus à choisir parmi diverses cartes de crédit offrant chacune un ensemble préétabli de caractéristiques, de récompenses et de services dont il ne veut pas nécessairement, telles que celles qui sont offertes par les autres émetteurs de cartes de crédit. La carte MasterCard Mosaik permet au client de configurer et de remodeler lui-même sa carte personnalisée en choisissant le programme de récompense, les caractéristiques et le taux d'intérêt qui lui conviennent et en ne payant que les options choisies. En offrant aux clients un produit novateur assorti d'un choix et d'une souplesse inégalés, la Banque compte acquérir un avantage concurrentiel durable par rapport à ses concurrents grâce à la création d'une valeur réelle, indépendante des prix.
- Depuis juillet 2002, BMO Banque de Montréal offre un service de virement de fonds par courriel à ses clients. En octobre, BMO Banque de Montréal et quatre autres banques ont chacune acquis une participation de 20 % dans CertaPay Inc. Cette entreprise, qui est maintenant détenue à 100 % par des banques, permet aux institutions financières d'offrir à leurs clients un service sécurisé de virement de fonds par courriel de personne à personne.
- Au Canada, notre part du marché des services bancaires aux particuliers a augmenté de 35 points de base par rapport à l'an dernier pour s'établir à 13,7 %. Notre part du marché des dépôts de particuliers a, quant à elle, augmenté de 4 points de base pour s'établir à 15,4 % et nous avons maintenu notre part du marché des prêts hypothécaires à l'habitation détenus et gérés à 14,7 %, dans un marché hautement concurrentiel. BMO se classe toujours au deuxième rang sur le marché des prêts de moins de 5 millions de dollars aux petites entreprises, car selon les données les plus récentes, notre part de marché s'est accrue de 61 points de base, comparativement à la même période de l'an dernier, pour s'établir à 19,5 %.
- Le groupe a réalisé une forte croissance au Canada, où les prêts et acceptations, compte tenu des effets des activités de titrisation, ont augmenté de 7 milliards de dollars, ou de 8 %, par rapport au quatrième trimestre de 2001, et de 1 milliard de dollars par rapport au troisième trimestre de 2002. Les dépôts de particuliers et d'entreprises ont augmenté de 5 milliards de dollars, ou de 17 %, comparativement à l'an passé, et de 500 millions par rapport au troisième trimestre.

- Les initiatives prises dans le cadre de la campagne «Conseils immédiats. Disponibles ici.» ont réduit les coûts des cartes de crédit et des prêts personnels afin d'aider les clients des services aux particuliers à gérer leurs finances pendant la période de ralentissement économique. La campagne a contribué à la croissance du volume d'affaires. En 2002, les volumes ont été en hausse de 10 % au Canada au chapitre des prêts hypothécaires à l'habitation et de 8 % dans le domaine des prêts à la consommation, en tenant compte des effets des activités de titrisation.
- Dans la région de Chicago, le solde des prêts aux particuliers et aux petites entreprises a progressé de 1,7 milliard de dollars américains, ou de 23 %, par rapport au quatrième trimestre de 2001. Cette forte augmentation des prêts, jumelée à une croissance organique de 8 % des dépôts, à un contrôle efficace des coûts et à l'acquisition de la Joliet, s'est traduite par une accélération de la croissance des revenus et des gains.

GROUPE GESTION PRIVÉE

(en millions de dollars, sauf indication contraire)	Exercice 2002	Augmentation/ (Diminution) c. exercice 2001		T4-2002	Augmentation/ (Diminution) c. T4-2001		Augmentation/ (Diminution) c. T3-2002	
Selon les états financiers								
Revenus (bic)	1 697	191	13 %	432	70	19 %	(8)	(2 %)
Provision pour créances irrécouvrables	1	(1)	(54 %)	-	(1)	(+100 %)	-	-
Frais autres que d'intérêts	1 534	259	20 %	411	75	22 %	(1)	-
Revenu avant impôts et amortissement des écarts d'acquisition	162	(67)	(29 %)	21	(4)	(12 %)	(7)	(21 %)
Impôts sur le revenu (bic)	66	(32)	(33 %)	8	(3)	(26 %)	(8)	(49 %)
Amortissement des écarts d'acquisition, déduction faite des impôts sur le revenu	-	(10)	(100 %)	-	(3)	(100 %)	-	-
Revenu net	96	(25)	(21 %)	13	2	23 %	1	15 %
Rendement de l'avoir des actionnaires avant amortissement								
	10,0 %		(7,7 %)	6,7 %		(1,8 %)		0,2 %
Marge nette d'intérêts								
	10,26 %		0,14 %	10,23 %		(0,47 %)		0,02 %
Ratio des frais autres que d'intérêts aux revenus								
	90,4 %		5,7 %	95,1 %		2,1 %		1,3 %
Actif moyen								
	5 509	169	3 %	5 908	963	19 %	255	5 %
Abstraction faite des éléments exceptionnels								
Revenus (bic)	1 697	191	13 %	432	70	19 %	(8)	(2 %)
Frais autres que d'intérêts	1 472	197	15 %	372	36	10 %	(17)	(5 %)
Revenu net	135	14	12 %	38	27	+100 %	12	50 %
Rendement de l'avoir des actionnaires avant amortissement								
	12,9 %		(4,8 %)	13,6 %		5,1 %		3,3 %
Ratio des frais autres que d'intérêts aux revenus								
	86,7 %		2,0 %	85,9 %		(7,1 %)		(2,7 %)

Analyse des résultats

Le groupe Gestion privée a conclu l'acquisition des comptes autogérés en ligne du groupe des particuliers investisseurs de Morgan Stanley au quatrième trimestre de 2002. Le groupe a également fait l'acquisition de CSFBdirect (qui fait maintenant partie de Harrisdirect) et de Northwestern Trust and Investors Advisory Company au deuxième trimestre de 2002, ainsi que du Groupe de fonds Guardian vers la fin du troisième trimestre de 2001. Ces acquisitions ont des répercussions sur les comparaisons entre périodes des chiffres de croissance des revenus et des frais. Les coûts de 39 millions de dollars (25 millions après impôts) qui ont été engagés au dernier trimestre et de 23 millions de dollars (14 millions après impôts) au troisième trimestre relativement à ces acquisitions ont été inscrits comme éléments exceptionnels aux fins d'établissement des résultats financiers. Le tableau s'y rattachant reflète les résultats et les écarts exprimés en fonction des PCGR et en faisant abstraction des éléments exceptionnels. Les écarts entre les périodes sont assez différents selon que l'on choisit une méthode de calcul plutôt que l'autre. Le commentaire qui suit ne tient pas compte des coûts exceptionnels liés aux acquisitions.

Le revenu net de 2002 s'établit à 135 millions de dollars, en hausse de 12 % par rapport à l'exercice précédent. Cette augmentation est attribuable à une gestion serrée des coûts, à une hausse des revenus provenant de notre effectif de vente accru et à l'abandon de l'amortissement des écarts d'acquisition en raison d'une modification des PCGR. Abstraction faite des acquisitions, le revenu net est en hausse de 21 millions de dollars en dépit de la diminution importante du volume des transactions effectuées par les clients et de l'affaiblissement des marchés boursiers en 2002. En raison des acquisitions faites en 2002, les capitaux propres se chiffraient à environ

1,5 milliard de dollars à la fin du quatrième trimestre, en hausse de 629 millions par rapport au trimestre correspondant de l'an dernier. Les acquisitions ont accru les éléments d'actif incorporel, ce qui a contribué à l'augmentation des charges d'amortissement. Le revenu net avant amortissement de l'exercice s'établit à 178 millions de dollars, en hausse de 29 millions par rapport à 2001.

Le revenu net du quatrième trimestre s'établit à 38 millions de dollars, en hausse de 27 millions par rapport au trimestre correspondant de l'an dernier. Abstraction faite des acquisitions, d'importantes réductions de coûts ont été réalisées et les revenus ont été en légère augmentation par rapport à l'an dernier. Par rapport au troisième trimestre, le revenu net a augmenté de 12 millions de dollars grâce à la gestion des frais et à la diminution des coûts de la rémunération liée au rendement.

Les revenus ont progressé de 191 millions de dollars, ou de 13 %, par rapport à l'exercice 2001, sous l'effet des acquisitions et des retombées d'initiatives stratégiques, facteurs en partie compensés par l'affaiblissement des marchés boursiers et la diminution du volume des transactions effectuées par les clients. Abstraction faite des acquisitions, les revenus ont diminué de 8 millions de dollars par rapport à 2001. Les revenus du quatrième trimestre, qui s'établissent à 432 millions de dollars, sont en hausse de 70 millions, ou de 19 %, sur douze mois. Abstraction faite des acquisitions, les revenus du quatrième trimestre sont en hausse de 5 millions de dollars. Cette augmentation est attribuable à la dévaluation de titres de placement l'an dernier, ainsi qu'à la conjoncture difficile et à la diminution du volume des transactions effectuées par les clients cette année. Les revenus du quatrième trimestre sont en baisse de 8 millions de dollars par rapport au trimestre précédent en raison de la faiblesse des marchés boursiers et de la diminution des revenus tirés des transactions effectuées par les clients.

Les données comparatives de l'exercice et du trimestre au chapitre des frais autres que d'intérêts ont subi l'influence des acquisitions effectuées à l'appui des stratégies de croissance à long terme du groupe. Abstraction faite des acquisitions, les frais autres que d'intérêts de 2002 ont diminué de 10 millions de dollars par rapport à 2001 grâce aux initiatives de gestion des coûts. Selon les mêmes rajustements, les frais ont diminué de 32 millions de dollars par rapport à l'an dernier et de 24 millions par rapport au trimestre précédent. La gestion efficace des frais du groupe Gestion privée illustre notre volonté d'améliorer nos activités pour atteindre la rentabilité quelle que soit la conjoncture, tout en continuant d'investir dans l'expansion de notre réseau de distribution nord-américain et dans nos activités de gestion de patrimoine aux États-Unis.

Faits marquants et réalisations du quatrième trimestre de 2002

Voici les principales réalisations accomplies par le groupe au cours du quatrième trimestre dans la poursuite de ses objectifs pour 2002.

- Le 27 septembre 2002, BMO a annoncé l'acquisition de certains éléments d'actif de myCFO, fournisseur de services personnalisés d'investissement et de conseil aux familles fortunées ayant son siège en Californie. myCFO apporte une clientèle attrayante à valeur nette élevée, une équipe de conseillers professionnels en gestion de patrimoine, ainsi que des services de conseil en investissement complémentaires de ceux des activités de banque privée de Private Bank de Harris. Cette transaction de 47 millions de dollars a été conclue le 1^{er} novembre 2002.
- Le total de l'actif sous gestion et sous administration et des dépôts à terme du groupe, qui se chiffre à 270 milliards de dollars, a augmenté de 33 milliards de dollars, ou de 14 %, sur 12 mois.
- BMO Ligne d'action s'est classé au premier rang du quatrième classement annuel des courtiers en direct du *Globe and Mail*, ainsi que du classement de Gomez Canada. Gomez Canada et le *Globe and Mail* ont tous deux mentionné les outils de planification et le site Web comme des éléments qui distinguent BMO Ligne d'action de ses concurrents.
- Le Groupe de fonds Guardian a obtenu des ventes nettes positives au quatrième trimestre et à l'exercice 2002, alors que le secteur a enregistré un taux de rachat net élevé.
- Le Groupe de fonds Guardian a lancé un nouveau fonds, le Fonds de revenu mensuel élevé GGOF II, pour remplacer son populaire Fonds de revenu mensuel élevé GGOF. Ce dernier, qui est actuellement le plus important fonds de revenu élevé à capital variable au Canada, est évalué à 1,2 milliard de dollars, soit plus du double de la valeur de son plus proche concurrent. GGOF a décidé de fermer ce fonds aux nouveaux placements avant que sa trop grande taille ne réduise les possibilités d'y investir.

GROUPE SERVICES D'INVESTISSEMENT

(en millions de dollars, sauf indication contraire)

(en millions de dollars, sauf indication contraire)	Exercice 2002	c. exercice 2001		T4-2002	c. T4-2001		c. T3-2002	
Selon les états financiers								
Revenus (bic)	2 534	(263)	(9 %)	636	99	18 %	100	19 %
Provision pour créances irrécouvrables	227	(318)	(58 %)	57	(325)	(85 %)	1	1 %
Frais autres que d'intérêts	1 421	(91)	(6 %)	365	25	7 %	31	9 %
Revenu avant impôts et amortissement des écarts d'acquisition	886	146	20 %	214	399	+100 %	68	48 %
Impôts sur le revenu (bic)	294	38	15 %	69	158	+100 %	32	88 %
Amortissement des écarts d'acquisition, déduction faite des impôts sur le revenu	-	(7)	(100 %)	-	(2)	(100 %)	-	-
Revenu net	592	115	24 %	145	243	+100 %	36	34 %
Rendement de l'avoir des actionnaires avant amortissement	10,4 %		1,0 %	10,2 %		19,8 %		2,9 %
Marge nette d'intérêts	1,04 %		0,01 %	0,86 %		(0,21 %)		(0,09 %)
Ratio des frais autres que d'intérêts aux revenus	56,1 %		2,0 %	57,3 %		(6,1 %)		(5,0 %)
Actif moyen	140 760	(4 332)	(3 %)	142 614	(1 486)	(1 %)	3 585	3 %
Abstraction faite des éléments exceptionnels								
Revenus (bic)	2 534	(441)	(15 %)	636	(79)	(11 %)	100	19,0 %
Frais autres que d'intérêts	1 421	(91)	(6 %)	365	25	7 %	31	9,0 %
Revenu net	592	10	2 %	145	138	+100 %	36	34,0 %
Rendement de l'avoir des actionnaires avant amortissement	10,4 %		(1,3 %)	10,2 %		10,8 %		2,9 %
Ratio des frais autres que d'intérêts aux revenus	56,1 %		5,2 %	57,3 %		9,6 %		(5,0 %)

Analyse des résultats

Le revenu net de l'exercice s'établit à 592 millions de dollars, en hausse de 24 % par rapport à 2001. Abstraction faite de la dévaluation de 178 millions de dollars (105 millions après impôts) qu'ont subie au quatrième trimestre de 2001 les placements du groupe dans ses propres titres adossés à des obligations, classée dans les éléments exceptionnels aux fins de l'établissement des résultats financiers, le revenu net de l'exercice 2002 s'est accru de 10 millions. La faiblesse des marchés financiers et du secteur du crédit a rendu le contexte beaucoup plus défavorable en 2002. Les résultats de 2002 reflètent une diminution importante de la provision pour créances irrécouvrables. Toutefois, les provisions imputées au groupe Services d'investissement en 2002 ne se comparent pas à celles de 2001, différence qui s'explique par l'adoption d'une nouvelle méthode de répartition, expliquée ci-dessous.

Le revenu net du trimestre s'établit à 145 millions de dollars, soit une amélioration de 243 millions comparativement au quatrième trimestre de 2001. Les résultats avaient alors souffert du ralentissement économique, qui nous avait incité à augmenter la provision pour créances irrécouvrables, comparativement aux trois premiers trimestres de l'année, ainsi que des dévaluations, les deux facteurs ayant contribué à une diminution du revenu net de 306 millions de dollars. Le revenu net a progressé de 34 % par rapport au troisième trimestre, dont les résultats avaient été touchés par la dévaluation des placements restants du groupe dans des titres adossés à des obligations et par la décote d'autres placements.

Les revenus de l'exercice 2002 s'établissent à 2 534 millions de dollars, soit une baisse de 9 % par rapport à l'an dernier qui s'explique par la baisse des revenus de négociation et par la diminution du volume de prêts, en raison de la détérioration du secteur du crédit. D'importantes activités de restructuration et d'initiation de fonds à revenu fixe au sein d'Investissements et services aux grandes entreprises comptaient parmi les bonnes nouvelles sur un marché des nouvelles émissions léthargique par ailleurs en 2002. Les pertes sur titres de placement ont diminué, alors que les marges nettes d'intérêts sont demeurées inchangées par rapport à l'an dernier.

Les revenus du quatrième trimestre de 2002 s'établissent à 636 millions de dollars, en hausse de 99 millions, ou de 18 %, comparativement au trimestre correspondant de l'an dernier. Les gains réalisés à la vente de titres de placement s'établissent à 12 millions de dollars, soit une augmentation de 215 millions par rapport à l'exercice précédent. La faiblesse des marchés financiers et du secteur du crédit continue de peser sur le volume des prêts et des transactions effectuées par les clients. La diminution des marges nettes d'intérêts par rapport à l'an dernier dans les secteurs d'activité sensibles aux taux d'intérêt reflète une détente moins marquée de la politique monétaire.

Comparativement au troisième trimestre, les revenus ont augmenté de 100 millions de dollars, ou de 19 %. Les gains réalisés au chapitre des titres de placement se chiffrent à 12 millions de dollars, soit une hausse de 133 millions, les résultats du troisième trimestre ayant été touchés par la dévaluation de titres adossés à des obligations et d'autres placements. L'accélération des activités de fusion et acquisition a plus que compensé le ralentissement des émissions d'actions.

Les provisions pour créances irrécouvrables totalisent 227 millions de dollars pour l'exercice et 57 millions pour le trimestre. En 2001, elles s'établissaient à 545 millions de dollars au total, dont 382 millions au quatrième trimestre. En 2002, la provision pour créances irrécouvrables imputée au groupe Services d'investissement était fondée sur sa part des créances irrécouvrables prévues sur l'ensemble du cycle économique. Les écarts entre les provisions imputées aux groupes clients et les provisions pour la période qui sont calculées pour l'ensemble de l'organisation conformément aux PCGR sont attribués aux Services d'entreprise. En 2001, la provision pour créances irrécouvrables imputée au groupe Services d'investissement était fondée sur la méthode de la perte prévue en ce qui concerne la plupart des activités, mais comprenait les provisions réelles requises conformément aux PCGR pour certaines activités, dont celles de la Harris Bank. Par conséquent, les provisions imputées au groupe Services d'investissement doivent être appréciées conjointement avec celles attribuées aux Services d'entreprise aux fins de comparaison.

Les frais autres que d'intérêts totalisent 1 421 millions de dollars pour l'exercice 2002, soit une baisse de 91 millions par rapport à l'exercice précédent en grande partie attribuable à une diminution de la rémunération liée au rendement et à une méthode rigoureuse de gestion des coûts. Les frais autres que d'intérêts du quatrième trimestre s'établissent à 365 millions de dollars, en hausse de 25 millions par rapport au trimestre correspondant de l'an dernier en raison de l'augmentation de la rémunération liée au rendement, des indemnités de cessation d'emploi et des avantages sociaux ainsi que des coûts informatiques. Les frais ont augmenté de 31 millions de dollars par rapport au troisième trimestre, principalement par suite de la hausse de la rémunération liée au rendement et des coûts relatifs aux indemnités de cessation d'emploi.

Faits marquants et réalisations du quatrième trimestre de 2002

Voici les principales réalisations du groupe au cours du quatrième trimestre dans la poursuite de ses objectifs pour 2002.

- Au cours du trimestre, BMO Nesbitt Burns a participé au Canada à 54 transactions portant sur des titres de créance et de participation, réunissant 12,8 milliards de dollars. L'entreprise s'est classée au premier rang durant le trimestre, en volume, au chapitre des fusions et acquisitions au Canada, fournissant des services-conseils à l'égard de six transactions d'une valeur globale de 515 millions de dollars américains. BMO Nesbitt Burns s'est aussi classée première au Canada, tant pour le montant que pour le volume total de négociation de blocs d'actions au cours de l'exercice.
- En dépit de la conjoncture défavorable aux États-Unis, Harris Nesbitt a continué de décrocher de nouveaux mandats et d'ajouter de nouvelles relations d'affaires de choix à son portefeuille. Durant le trimestre, la société, par l'intermédiaire de son secteur bancaire, a obtenu le rôle d'agent administratif dans le cadre d'un prêt consortial sur cinq ans d'un montant de 130 millions de dollars américains pour le compte de United States Sugar Corporation. La relation d'affaires a été renforcée par la prestation de services de gestion de trésorerie à l'entreprise.
- BMO Nesbitt Burns aux États-Unis, par l'entremise de son groupe spécialisé dans le secteur de l'énergie, a conclu 16 transactions de financement de grandes entreprises au cours du trimestre. La société a notamment assumé les fonctions de conseiller financier pour Howell Corp. à l'occasion de la vente de cette entreprise à Anadarko Corp., transaction qui s'est chiffrée à 265 millions de dollars américains, ainsi que pour LeNorman Energy, lors de la vente de cette entreprise à Patina Oil & Gas, une transaction de 68 millions de dollars américains.
- Dans le secteur des médias et communications aux États-Unis, les activités se sont poursuivies durant le trimestre. BMO Nesbitt Burns a effectué diverses transactions, dont une opération de titrisation, de financement et d'échange financier pour DreamWorks.

- Le groupe spécialisé en titrisation de BMO Nesbitt Burns a pris part à neuf opérations au cours du trimestre, qui se sont traduites par des nouvelles émissions d'environ 450 millions de dollars américains au total. Le groupe canadien a réalisé des opérations de titrisation qui se sont traduites par l'émission d'effets de commerce adossés à des éléments d'actif d'une valeur de 2 milliards de dollars au quatrième trimestre.

SERVICES D'ENTREPRISE

Les Services d'entreprise comprennent les entités qui offrent à BMO Groupe financier une expertise et un soutien en matière de régie interne dans des domaines tels que la planification stratégique, la législation, les finances, la vérification interne, la gestion des risques, les communications, les ressources humaines et l'apprentissage. Ils gèrent aussi les revenus et dépenses liés à certaines activités de titrisation, les opérations de couverture visant les revenus de sources étrangères, l'obligation et les anciennes participations en actions dans Bancomer, ainsi que les activités liées à la gestion de certains postes du bilan et de la structure globale de l'actif et du passif de BMO.

SERVICES D'ENTREPRISE, Y COMPRIS TECHNOLOGIE ET SOLUTIONS

(en millions de dollars, sauf indication contraire)	Exercice 2002	Augmentation/ (Diminution) c. exercice 2001		T4-2002	Augmentation/ (Diminution) c. T4-2001		Augmentation/ (Diminution) c. T3-2002	
Selon les états financiers								
Revenus (bic)	20	(230)	(92 %)	16	57	+100 %	21	+100 %
Provision pour créances irrécouvrables	311	145	88 %	33	(50)	(60 %)	(1)	-
Frais autres que d'intérêts	312	121	64 %	109	18	21 %	55	+100 %
Revenu avant impôts, part des actionnaires sans contrôle dans des filiales et amortissement des écarts d'acquisition								
	(603)	(496)	(+100 %)	(126)	89	41 %	(33)	(36 %)
Impôts sur le revenu (bic)	(424)	(180)	(74 %)	(125)	4	2 %	(49)	(62 %)
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	60	18	44 %	15	2	15 %	1	(1 %)
Amortissement des écarts d'acquisition, déduction faite des impôts sur le revenu								
	-	(16)	(100 %)	-	(4)	(100 %)	-	-
Revenu net	(239)	(318)	(+100 %)	(16)	87	83 %	15	44 %
Abstraction faite des éléments exceptionnels								
Revenus (bic)	20	91	+100 %	16	57	+100 %	21	+100 %
Provision pour créances irrécouvrables	311	245	+100 %	33	(50)	(60 %)	(1)	-
Frais autres que d'intérêts	312	121	64 %	109	18	21 %	55	+100 %
Impôts sur le revenu (bic)	(424)	(148)	(54 %)	(125)	4	2 %	(49)	(62 %)
Revenu net	(239)	(129)	(+100 %)	(16)	87	83 %	15	44 %

Les données comparables ont été retraitées pour tenir compte du transfert des activités de gestion de trésorerie du groupe Technologie et solutions au groupe Services d'investissement.

Analyse des résultats

Aux fins de l'établissement des résultats financiers, les résultats d'exploitation de Technologie et solutions sont compris dans ceux des Services d'entreprise. Le coût des services de Technologie et solutions étant imputé aux groupes clients (PE, GP et SI), seules des sommes représentant des écarts relativement faibles sont prises en charge par Technologie et solutions et sont, par conséquent, incluses dans les résultats des Services d'entreprise. Dans l'ensemble, les résultats traduisent en grande partie les activités des Services d'entreprise.

Le revenu net de l'exercice 2002 accuse un recul de 318 millions de dollars par rapport à l'an dernier. Les résultats de l'exercice précédent comprenaient un gain de 321 millions de dollars réalisé à la vente de notre participation dans Bancomer, une provision générale pour créances irrécouvrables de 100 millions et un rajustement des actifs d'impôts futurs, classés dans les éléments exceptionnels aux fins de l'établissement des résultats financiers. Abstraction faite des éléments exceptionnels, le revenu net a diminué de 129 millions de dollars comparativement à 2001. Les résultats de 2002 reflètent une augmentation importante de la provision pour créances irrécouvrables. Toutefois, les provisions imputées au groupe Services d'investissement en 2002 ne se comparent pas à celles de 2001, différence qui s'explique par l'adoption d'une nouvelle méthode de répartition, expliquée ci-dessous. La croissance des revenus a bénéficié de la constatation par BMO de revenus de titrisation de prêts aux entreprises et d'autres revenus. La croissance des frais reflète la hausse des coûts des régimes de retraite et des autres coûts, y compris les indemnités de cessation d'emploi.

Les provisions pour créances irrécouvrables totalisent 311 millions de dollars pour l'exercice et 33 millions pour le trimestre. En 2001, abstraction faite des éléments exceptionnels, les provisions totalisaient 66 millions de dollars pour l'exercice et 83 millions pour le quatrième trimestre. En 2002, la provision pour créances irrécouvrables imputée au groupe Services d'investissement était fondée sur sa part des créances irrécouvrables prévues sur l'ensemble du cycle économique. Les écarts entre les provisions imputées aux groupes clients et les provisions pour la période qui sont calculées pour l'ensemble de l'organisation conformément aux PCGR sont attribués aux Services d'entreprise. En 2001, la provision pour créances irrécouvrables imputée au groupe Services d'investissement était fondée sur la méthode de la perte prévue en ce qui concerne la plupart des activités, mais comprenait les provisions réelles requises conformément aux PCGR pour certaines activités, dont celles de la Harris Bank. Par conséquent, les provisions imputées au groupe Services d'investissement doivent être appréciées conjointement avec celles attribuées aux Services d'entreprise aux fins de comparaison.

Les résultats du quatrième trimestre sont en hausse de 87 millions de dollars par rapport au trimestre correspondant de 2001. Cette amélioration est imputable en grande partie à l'accroissement des revenus, à l'évolution des provisions pour créances irrécouvrables et aux avantages fiscaux. Le revenu net du trimestre a augmenté de 15 millions de dollars par rapport au trimestre précédent.

TECHNOLOGIE ET SOLUTIONS

Technologie et solutions (auparavant Emfisys), assure des services de planification, d'élaboration de stratégie et de développement en matière de technologie de l'information, ainsi qu'une capacité de traitement de transactions et de services immobiliers pour BMO Groupe financier. Technologie et solutions est également chargé de la création, du développement et du soutien des services d'affaires électroniques de BMO.

Faits marquants et réalisations du quatrième trimestre de 2002 de Technologie et solutions

Voici les faits marquants du quatrième trimestre et les principales réalisations accomplies par le groupe dans la poursuite de ses objectifs pour 2002.

- Le déploiement à l'échelle nationale de Connexion Pathway, plateforme informatique de pointe du groupe Particuliers et entreprises, s'effectue conformément au calendrier. Jusqu'à maintenant, l'installation est terminée dans 85 % des succursales et bureaux de BMO. Au 31 octobre, 984 unités (835 succursales et 149 autres bureaux) utilisaient la nouvelle plateforme. Nous prévoyons que la mise en œuvre sera terminée au début de 2003.
- Le déploiement à l'échelle nationale d'autoAccès, portail Internet de financement automobile multi-prêteurs destiné aux concessionnaires automobiles, s'est poursuivi avec une mise en œuvre complète au Québec. Plus de 900 concessionnaires automobiles utilisent actuellement ce portail pour offrir à leurs clients du financement automobile en ligne.
- BMO Banque de Montréal a lancé la carte MasterCard Mosaik, qui permet aux clients de personnaliser leur carte de crédit en choisissant le programme de récompense, les caractéristiques et les options qui leur conviennent. Technologie et solutions a mis en œuvre la nouvelle solution Mosaik, qui comprend un nouveau site Internet, des applications informatiques, des relevés de compte et un nouveau programme de remise en espèces.
- Pour la deuxième année consécutive, BMO Ligne d'action s'est classé au premier rang du palmarès des courtiers en direct de Gomez Canada. Selon Gomez Canada, BMO offre le meilleur service à la clientèle et obtient les meilleures notes pour la qualité de l'organisation et les ressources de son site Web.
- BMO a vendu à la Financière Manuvie sa part de 25 % du terrain situé à l'intersection des rues King et Bay, à Toronto, pour environ 120 millions de dollars. BMO prévoit en tirer un gain net d'environ 87 millions de dollars après impôts. Ce gain sera étalé, sous la forme d'une réduction des loyers, sur la durée des baux des locaux loués par BMO dans l'immeuble, qui arrivent à échéance entre 2013 et 2023.
- Le site BMO.com et tous les sites Internet de BMO ont été améliorés pour permettre aux clients d'accéder plus facilement aux comptes, outils et ressources en ligne, de même qu'aux produits et services qui satisfont leurs besoins particuliers.

HARRIS BANK

(PCGR des États-Unis / en millions de dollars américains, sauf indication contraire)	Augmentation/ (Diminution) c. exercice 2001			Augmentation/ (Diminution) c. T4-2001			Augmentation/ (Diminution) c. T3-2002	
	Exercice 2002			T4-2002				
Selon les états financiers								
Revenu net d'intérêts (bic)	836	76	10 %	207	3	1 %	1	-
Revenus autres que d'intérêts	505	1	-	135	15	12 %	-	-
Total des revenus (bic)	1 341	77	6 %	342	18	5 %	1	-
Provision pour créances irrécouvrables	99	(109)	(53 %)	14	(139)	(91 %)	(13)	(48 %)
Frais autres que d'intérêts	817	70	9 %	212	9	4 %	16	8 %
Revenu avant impôts et amortissement des écarts d'acquisition	425	116	38 %	116	148	100+%	(2)	(2 %)
Impôts sur le revenu (bic)	146	41	39 %	40	53	100+%	(2)	(5 %)
Revenu net avant écarts d'acquisition	279	75	37 %	76	95	100+%	-	-
Amortissement des écarts d'acquisition, déduction faite des impôts sur le revenu	1	(2)	(67 %)	-	(1)	(100 %)	-	-
Revenu net	278	77	38 %	76	96	100+%	-	-
Profit économique net	101	73	+100 %	32	97	+100 %	-	-
Rendement de l'avoir des actionnaires avant amortissement (selon les normes américaines)	17,5 %		4,6 %	19,5 %		24,4 %		0,3 %
Marge nette d'intérêts (selon les normes américaines)	3,38 %		0,40 %	3,36 %		0,21 %		(0,05 %)
Ratio des frais autres que d'intérêts aux revenus avant amortissement	58,7 %		1,5 %	59,8 %		(0,8 %)		4,6 %
Avoir moyen des actionnaires ordinaires	1 944	146	8 %	1 878	(77)	(4 %)	(71)	(4 %)
Actif moyen	27 802	(875)	(3 %)	27 428	(1 478)	(5 %)	312	1 %
Total de l'actif pondéré en fonction des risques	22 909	177	1 %	22 909	177	1 %	456	2 %
Effectif - équivalent de durée normale	5 826			5 826	(285)	(5 %)	(114)	(2 %)

En plus de ses activités sous la bannière de la Harris Bank, BMO exerce d'autres activités aux États-Unis par l'entremise de différentes entités juridiques. Les résultats de la Harris Bank à titre d'entité juridique, présentés ci-dessus, sont inclus dans ceux de chacune des entités d'exploitation de BMO. CSFB*direct*, acquise au deuxième trimestre, ne relève pas de la Harris Bank, et ses activités ne sont pas comprises dans les résultats de cette dernière.

Analyse des résultats

Exprimé en dollars américains selon les PCGR des États-Unis, le revenu net de la Harris Bank s'établit à 278 millions de dollars pour l'exercice 2002, soit une hausse de 77 millions par rapport à 2001. La persistance des incertitudes économiques au quatrième trimestre de l'an dernier a incité la Harris Bank à accroître sa provision pour créances irrécouvrables de 125 millions de dollars (80 millions après impôts). Toujours en 2001, la Harris avait auparavant comptabilisé un gain de 60 millions de dollars (36 millions après impôts) à la vente de ses services de traitement offerts aux commerçants à une entité de BMO Groupe financier dans le cadre de la mise sur pied de la coentreprise Solutions Moneris. Le gain n'a pas été inclus dans les résultats consolidés de BMO parce que la transaction s'est faite entre entreprises liées. Abstraction faite de ce gain et de l'augmentation de la provision pour créances irrécouvrables mentionnée précédemment, le revenu net a progressé de 33 millions de dollars, ou de 14 %. Cette augmentation est attribuable au maintien d'une vive croissance sur le marché des services aux particuliers et aux PME, à l'accroissement des gains réalisés à la vente de titres de placement et à l'acquisition de la Joliet, facteurs en partie compensés par la hausse de la provision pour créances irrécouvrables.

Le revenu net du quatrième trimestre s'établit à 76 millions de dollars, en hausse de 96 millions par rapport au trimestre correspondant de l'an dernier, et de 16 millions, ou de 25 %, si l'on fait abstraction de l'augmentation de la provision pour créances irrécouvrables au dernier exercice. La progression est attribuable à une augmentation des revenus et à une diminution de la provision pour créances irrécouvrables. Le revenu net est demeuré inchangé par rapport au troisième trimestre, la hausse des coûts ayant été en grande partie compensée par la diminution de la provision pour créances irrécouvrables.

Les revenus de l'exercice ont augmenté de 77 millions de dollars par rapport à 2001. Abstraction faite du gain réalisé l'an dernier à la vente des services de traitement offerts aux commerçants, les revenus ont progressé de 137 millions, ou de 11 %, l'acquisition de la Joliet au troisième trimestre de 2001 comptant pour 3 points de pourcentage dans la hausse. L'augmentation est essentiellement attribuable à une croissance soutenue des prêts à la consommation, des prêts hypothécaires et des prêts aux PME, à un élargissement des marges nettes d'intérêts et

à une progression des gains réalisés à la vente de titres de placement. Les marges nettes d'intérêts se sont élargies de 40 points de base pour s'établir à 3,38 % en raison de la baisse des taux d'intérêt en 2001 et d'une hausse de la proportion des prêts et des dépôts de particuliers en 2002.

Les revenus du quatrième trimestre s'établissent à 342 millions de dollars, en hausse de 18 millions, ou de 5 %, par rapport à l'an dernier en raison de l'élargissement des marges nettes d'intérêts, de la hausse des gains réalisés à la vente de titres de placement et de l'accroissement des frais de gestion. La croissance a été forte au chapitre des prêts à la consommation, des prêts hypothécaires et des prêts aux PME, mais elle a été plus modérée au niveau de l'ensemble des prêts. Les revenus sont demeurés inchangés par rapport au troisième trimestre, les marges nettes d'intérêts s'étant légèrement rétrécies.

Les frais autres que d'intérêts s'établissent à 817 millions de dollars, en hausse de 9 % par rapport à l'exercice 2001. Abstraction faite de l'acquisition de la Joliet, la croissance des frais a été contenue à 5 %, grâce aux mesures de limitation des coûts. Les frais autres que d'intérêts du quatrième trimestre s'établissent à 212 millions de dollars, en hausse de 4 % comparativement au trimestre correspondant de l'an dernier et de 8 % par rapport au troisième trimestre. Cette dernière augmentation s'explique dans une large mesure par la hausse des coûts liés à la rémunération variable au sein du groupe Services d'investissement et de Services bancaires Harris région de Chicago et par celle des indemnités de cessation d'emploi au sein du groupe Gestion privée.

Comme mentionné précédemment, en raison de sa décision retirer ses titres de l'inscription, la Harris Bank cessera de publier ses résultats à la suite de l'annonce de ses résultats de fin d'exercice en janvier prochain.

BANQUE DE MONTRÉAL
FAITS SAILLANTS

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	Pour les trois mois terminés le					Pour les douze mois terminés le			
	31 octobre 2002	31 juillet 2002	30 avril 2002	31 janvier 2002	31 octobre 2001	Variation par rapport au 31 octobre 2001	31 octobre 2002	31 octobre 2001	Variation par rapport au 31 octobre 2001
Points saillants de l'état des résultats									
Total des revenus (bic) a)	2 289 \$	2 143 \$	2 222 \$	2 205 \$	1 951 \$	17,3 %	8 859 \$	8 863 \$	(0,0) %
Provision pour créances irrécouvrables	160	160	320	180	546	(70,7)	820	980	(16,3)
Frais autres que d'intérêts	1 604	1 488	1 476	1 462	1 449	10,7	6 030	5 671	6,3
Revenu net	398	346	301	372	4	+100	1 417	1 471	(3,7)
Données relatives aux actions ordinaires (en dollars) b)									
Résultat dilué par action	0,75 \$	0,65 \$	0,57 \$	0,71 \$	0,00 \$	0,75 \$	2,68 \$	2,66 \$	0,02 \$
- abstraction faite des éléments exceptionnels	0,80	0,68	0,57	0,71	0,19	0,61	2,76	2,48	0,28
Résultat dilué par action, avant amortissement	0,79	0,70	0,59	0,75	0,06	0,73	2,83	2,86	(0,03)
- abstraction faite des éléments exceptionnels	0,85	0,72	0,59	0,75	0,25	0,60	2,91	2,68	0,23
Dividende déclaré par action	0,30	0,30	0,30	0,30	0,28	0,02	1,20	1,12	0,08
Valeur comptable d'une action	21,07	20,74	20,29	20,11	19,69	1,38	21,07	19,69	1,38
Cours de clôture d'une action	38,10	35,26	37,68	36,00	33,86	4,24	38,10	33,86	4,24
Valeur marchande globale des actions ordinaires (en milliards de dollars)	18,8	17,3	18,5	17,6	16,6	2,2	18,8	16,6	2,2

	Au					Variation
	31 octobre 2002	31 juillet 2002	30 avril 2002	31 janvier 2002	31 octobre 2001	par rapport au 31 octobre 2001
Points saillants du bilan						
Actif	252 864 \$	250 113 \$	240 008 \$	239 440 \$	239 409 \$	5,6 %
Prêts	142 695	138 643	138 149	136 067	136 829	4,9
Dépôts	161 838	159 200	160 359	154 758	154 290	4,9
Avoir des actionnaires ordinaires	10 377	10 199	9 957	9 851	9 632	7,7

	Pour les trois mois terminés le					Pour les douze mois terminés le	
	31 octobre 2002	31 juillet 2002	30 avril 2002	31 janvier 2002	31 octobre 2001	31 octobre 2002	31 octobre 2001
Principales mesures financières (%) b) c)							
Rendement total moyen de l'avoir des actionnaires, annualisé sur cinq ans	7,9	7,4	11,6	12,5	14,3	7,9	14,3
Croissance du résultat dilué par action	+100	(21,7)	(48,2)	(2,7)	(+100)	0,8	(18,2)
- abstraction faite des éléments exceptionnels	+100	(18,1)	(25,0)	1,4	(75,0)	11,3	(14,8)
Croissance du résultat dilué par action, avant amortissement	+100	(20,5)	(48,7)	(2,6)	(93,3)	(1,0)	(15,6)
- abstraction faite des éléments exceptionnels	+100	(18,2)	(26,3)	0,0	(68,8)	8,6	(12,1)
Rendement de l'avoir des actionnaires	14,6	12,9	11,6	14,5	(0,4)	13,4	13,8
- abstraction faite des éléments exceptionnels	15,5	13,5	11,6	14,5	3,8	13,8	12,9
Rendement de l'avoir des actionnaires, avant amortissement	15,4	13,8	12,2	15,2	0,7	14,2	14,8
- abstraction faite des éléments exceptionnels	16,4	14,4	12,2	15,2	4,8	14,6	13,9
Croissance du profit économique net	+100	(54,6)	(88,2)	(21,4)	(+100)	(15,2)	(43,3)
Croissance des revenus	17,3	(4,1)	(10,5)	0,6	(9,7)	(0,0)	2,3
- abstraction faite des éléments exceptionnels	7,5	(4,1)	1,2	2,6	(1,2)	1,7	3,2
Ratio des frais autres que d'intérêts aux revenus	70,1	69,4	66,4	66,3	74,2	68,1	64,0
- abstraction faite des éléments exceptionnels	68,3	68,4	66,4	66,3	68,1	67,4	65,1
Provision pour créances irrécouvrables en pourcentage du solde moyen des prêts et acceptations	0,43	0,44	0,87	0,49	1,49	0,56	0,66
- abstraction faite des éléments exceptionnels	0,43	0,44	0,87	0,49	1,49	0,56	0,60
Solde brut des prêts et acceptations douteux en pourcentage du total de l'avoir des actionnaires et de la réserve pour créances irrécouvrables	15,16	13,55	14,19	14,64	14,17	15,16	14,17
Encaisse et valeurs mobilières en pourcentage de l'actif total	24,9	24,2	26,0	25,2	23,1	24,9	23,1
Ratio du capital de première catégorie	8,80	8,72	8,61	8,87	8,15	8,80	8,15
Cote de crédit	AA-	AA-	AA-	AA-	AA-	AA-	AA-
Autres ratios financiers (% sauf indication contraire) b) c)							
Rendement total de l'avoir des actionnaires sur douze mois	16,2	(11,0)	10,4	(9,3)	(1,2)	16,2	(1,2)
Rendement des actions	3,1	3,4	3,2	3,3	3,3	3,1	3,3
Ratio cours-bénéfice (nombre de fois)	14,0	18,0	17,5	13,3	12,4	14,0	12,4
Ratio cours-valeur comptable (nombre de fois)	1,81	1,70	1,86	1,79	1,72	1,81	1,72
Profit économique net (en millions de dollars)	127	84	42	115	(249)	368	433
Rendement de l'actif moyen	0,62	0,55	0,51	0,60	0,01	0,57	0,60
- abstraction faite des éléments exceptionnels	0,66	0,58	0,51	0,60	0,18	0,59	0,57
Marge nette d'intérêts	1,92	1,95	2,02	2,07	1,94	1,99	1,91
Autres revenus en pourcentage du total des revenus	46,3	43,2	46,0	41,6	38,4	44,3	47,6
- abstraction faite des éléments exceptionnels	46,3	43,2	46,0	41,6	43,5	44,3	46,7
Croissance des frais autres que d'intérêts	10,7	4,7	5,2	4,6	8,9	6,3	7,8
- abstraction faite des éléments exceptionnels	7,9	3,1	5,2	4,6	5,5	5,2	7,0
Ratio du capital total	12,23	12,25	12,48	12,93	12,12	12,23	12,12
Ratio du capital de première catégorie, selon les normes américaines	8,32	8,30	7,76	8,32	7,87	8,32	7,87
Ratio des capitaux propres à l'actif	5,3	5,3	5,4	5,4	5,1	5,3	5,1

Tous les ratios figurant dans ce rapport ont été établis d'après des chiffres non arrondis.

a) Sur une base d'imposition comparable (bic).

b) Se reporter à la rubrique «Incidences des éléments exceptionnels» de l'Analyse par la direction des résultats d'exploitation pour obtenir plus de détails concernant les éléments exceptionnels. Les organismes de réglementation du commerce des valeurs mobilières exigent que les entreprises préviennent les lecteurs de ces analyses que leurs résultats ainsi rajustés n'ont pas une signification standard selon les principes comptables généralement reconnus et ne sont pas destinés à être comparés avec des mesures similaires utilisées par d'autres entreprises.

c) Résultats pour la période terminée à la date indiquée ou situation à cette date, selon le cas.

BANQUE DE MONTRÉAL
ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS

(non vérifié)

(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action)

	Pour les trois mois terminés le					Pour les douze mois terminés le	
	31 octobre 2002	31 juillet 2002	30 avril 2002	31 janvier 2002	31 octobre 2001	31 octobre 2002	31 octobre 2001
Revenu d'intérêts, de dividendes et de commissions							
Prêts	1 802 \$	1 718 \$	1 646 \$	1 851 \$	2 131 \$	7 017 \$	9 689 \$
Valeurs mobilières	374	386	399	457	510	1 616	2 419
Dépôt à d'autres banques	106	123	125	148	193	502	892
	2 282	2 227	2 170	2 456	2 834	9 135	13 000
Frais d'intérêts							
Dépôts	809	768	708	849	1 228	3 134	6 183
Dette subordonnée	67	71	76	80	86	294	351
Autres éléments de passif	200	197	215	266	351	878	1 967
	1 076	1 036	999	1 195	1 665	4 306	8 501
Revenu net d'intérêts	1 206	1 191	1 171	1 261	1 169	4 829	4 499
Provision pour créances irrécouvrables	160	160	320	180	546	820	980
Revenu net d'intérêts après provision pour créances irrécouvrables	1 046	1 031	851	1 081	623	4 009	3 519
Revenus autres que d'intérêts							
Commissions et droits sur titres	196	209	225	183	165	813	742
Frais de service – Dépôts et ordres de paiement	191	188	178	175	175	732	670
Revenus de négociation	65	70	28	46	75	209	490
Commissions sur prêts	79	75	77	75	88	306	352
Frais de services de cartes	61	71	64	64	50	260	204
Gestion de placements et garde de titres	75	82	76	81	87	314	336
Revenus tirés de fonds d'investissement	79	79	80	71	70	309	251
Revenus de titrisation	71	76	124	58	71	329	331
Commissions de prise ferme et de consultation	71	60	67	30	70	228	234
Gains (pertes) sur titres de placement	10	(116)	(50)	10	(223)	(146)	123
Revenus de change autres que de négociation	42	40	35	34	28	151	127
Revenus d'assurance	31	24	24	26	29	105	125
Autres revenus	88	68	94	64	65	314	237
	1 059	926	1 022	917	750	3 924	4 222
Revenu net d'intérêts et revenus autres que d'intérêts	2 105	1 957	1 873	1 998	1 373	7 933	7 741
Frais autres que d'intérêts							
Rémunération du personnel	878	827	848	850	760	3 403	3 212
Bureaux et matériel	377	318	294	291	319	1 280	1 153
Communications	36	41	48	48	46	173	194
Autres frais	284	274	271	258	312	1 087	1 069
	1 575	1 460	1 461	1 447	1 437	5 943	5 628
Amortissement des éléments d'actif incorporel	29	28	15	15	12	87	43
Total des frais autres que d'intérêts	1 604	1 488	1 476	1 462	1 449	6 030	5 671
Revenu avant provision pour impôts sur le revenu, part des actionnaires sans contrôle dans des filiales et amortissement des écarts d'acquisition	501	469	397	536	(76)	1 903	2 070
Impôts sur le revenu	86	109	81	148	(109)	424	501
	415	360	316	388	33	1 479	1 569
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	17	14	15	16	14	62	42
Revenu net avant amortissement des écarts d'acquisition	398	346	301	372	19	1 417	1 527
Amortissement des écarts d'acquisition, déduction faite de l'impôt sur le revenu applicable (note 2)	-	-	-	-	15	-	56
Revenu net	398 \$	346 \$	301 \$	372 \$	4 \$	1 417 \$	1 471 \$
Dividendes versés aux actionnaires privilégiés	21 \$	21 \$	20 \$	17 \$	14 \$	79 \$	80 \$
Revenu net afférent aux actions ordinaires avant amortissement des écarts d'acquisition	377 \$	325 \$	281 \$	355 \$	5 \$	1 338 \$	1 447 \$
Revenu net afférent aux actions ordinaires	377 \$	325 \$	281 \$	355 \$	(10) \$	1 338 \$	1 391 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires en circulation (en milliers)	492 097	491 283	490 369	489 499	499 013	490 816	511 286
Résultat par action avant amortissement des écarts d'acquisition							
de base	0,77 \$	0,66 \$	0,57 \$	0,73 \$	0,03 \$	2,73 \$	2,83 \$
dilué	0,75	0,65	0,57	0,71	0,04	2,68	2,77
Résultat par action							
de base	0,77	0,66	0,57	0,73	0,00	2,73	2,72
dilué	0,75	0,65	0,57	0,71	0,00	2,68	2,66
Dividendes déclarés par action ordinaire	0,30	0,30	0,30	0,30	0,28	1,20	1,12

Les notes afférentes aux états financiers consolidés en font partie intégrante.

BANQUE DE MONTRÉAL
BILAN CONSOLIDÉ

(non vérifié) (en millions de dollars canadiens)

	Au				
	31 octobre 2002	31 juillet 2002	30 avril 2002	31 janvier 2002	31 octobre 2001
Actif					
Encaisse	19 305 \$	16 551 \$	17 977 \$	18 876 \$	17 656 \$
Valeurs mobilières					
Titres de placement	21 271	19 019	20 275	22 257	21 470
Titres de négociation	22 427	24 908	24 191	19 240	16 200
Substituts de prêts	17	6	6	6	6
	43 715	43 933	44 472	41 503	37 676
Prêts					
Prêts hypothécaires à l'habitation	47 569	46 638	44 795	43 500	41 941
Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers	21 168	20 698	20 197	19 463	19 107
Prêts sur cartes de crédit	2 280	1 635	1 506	1 528	1 527
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	57 963	56 642	57 175	58 034	61 249
Titres pris en pension	15 664	14 910	16 571	15 565	14 954
	144 644	140 523	140 244	138 090	138 778
Réserve pour créances irrécouvrables (note 3)	(1 949)	(1 880)	(2 095)	(2 023)	(1 949)
	142 695	138 643	138 149	136 067	136 829
Autres éléments d'actif					
Engagements de clients aux termes d'acceptations	6 901	7 120	7 647	7 488	7 936
Bureaux et matériel	2 159	2 092	2 090	2 094	2 170
Éléments d'actif divers (note 2)	38 089	41 774	29 673	33 412	37 142
	47 149	50 986	39 410	42 994	47 248
Total de l'actif	252 864 \$	250 113 \$	240 008 \$	239 440 \$	239 409 \$
Passif et avoir des actionnaires					
Dépôts					
Banques	15 273 \$	16 892 \$	17 787 \$	20 022 \$	20 539 \$
Entreprises et administrations publiques	71 411	68 292	71 942	64 908	66 132
Particuliers	75 154	74 016	70 630	69 828	67 619
	161 838	159 200	160 359	154 758	154 290
Autres éléments de passif					
Acceptations	6 901	7 120	7 647	7 488	7 936
Titres vendus à découvert	7 654	7 720	7 837	7 775	6 609
Titres mis en pension	24 796	20 521	20 281	20 121	17 480
Éléments de passif divers	35 987	39 560	28 002	33 249	37 738
	75 338	74 921	63 767	68 633	69 763
Dette subordonnée	3 794	4 268	4 405	4 672	4 674
Avoir des actionnaires					
Capital-actions (note 5)	4 976	4 962	4 937	4 922	4 425
Bénéfices non répartis	6 918	6 762	6 540	6 455	6 257
	11 894	11 724	11 477	11 377	10 682
Total du passif et de l'avoir des actionnaires	252 864 \$	250 113 \$	240 008 \$	239 440 \$	239 409 \$

Les notes afférentes aux états financiers consolidés en font partie intégrante.

BANQUE DE MONTRÉAL
ÉTAT CONSOLIDÉ DES MODIFICATIONS SURVENUES DANS L'AVOIR DES ACTIONNAIRES

(non vérifié) (en millions de dollars canadiens)

	Pour les douze mois terminés le	
	31 octobre 2002	31 octobre 2001
Actions privilégiées		
Solde au début de l'exercice	1 050 \$	1 681 \$
Émises au cours de l'exercice (note 5)	478	-
Rachetées au cours de l'exercice	-	(633)
Rajustement au titre de la conversion d'actions émises en devises	(11)	2
Solde à la fin de l'exercice	1 517	1 050
Actions ordinaires		
Solde au début de l'exercice	3 375	3 173
Actions émises en vertu des régimes de réinvestissement de dividendes et d'achat d'actions destinés aux actionnaires	44	35
Actions émises en vertu du Régime d'options d'achat d'actions	37	114
Actions émises en échange d'actions de filiales	3	7
Actions émises lors de l'acquisition d'entreprises	-	400
Annulation d'options d'achat d'actions consenties lors de l'acquisition d'un placement	-	(22)
Actions rachetées aux fins d'annulation	-	(332)
Solde à la fin de l'exercice	3 459	3 375
Bénéfices non répartis		
Solde au début de l'exercice	6 257	7 087
Incidence cumulative de l'adoption de la norme sur les avantages sociaux futurs, déduction faite de l'impôt sur le revenu applicable	-	(250)
	6 257	6 837
Revenu net	1 417	1 471
Dividendes - Actions privilégiées	(79)	(80)
- Actions ordinaires	(589)	(568)
Gain (perte) non matérialisé(e) provenant de la conversion du montant net des investissements dans des établissements à l'étranger, déduction faite d'un(e) gain (perte) de 200 \$ ((439) \$ en 2001) sur des opérations de couverture et d'une économie (charge) d'impôt sur le revenu applicable de (81) \$ (178 \$ en 2001)	(81)	179
Constataion de pertes de change non matérialisées à la cession d'un investissement dans un établissement à l'étranger	-	99
Gain provenant de l'annulation d'options d'achat d'options consenties lors de l'acquisition d'un placement, déduction faite de l'impôt sur le revenu applicable	-	18
Actions ordinaires rachetées aux fins d'annulation	-	(1 699)
Frais d'émission d'actions, déduction faite de l'impôt sur le revenu applicable	(7)	-
Solde à la fin de l'exercice	6 918	6 257
Total de l'avoir des actionnaires	11 894 \$	10 682 \$

Les notes afférentes aux états financiers consolidés en font partie intégrante.

BANQUE DE MONTRÉAL
ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE

(non vérifié) (en millions de dollars canadiens)

	Pour les trois mois terminés le		Pour les douze mois terminés le	
	31 octobre 2002	31 octobre 2001	31 octobre 2002	31 octobre 2001
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation				
Revenu net	398 \$	4 \$	1 417 \$	1 471 \$
Rajustements en vue de déterminer les flux de trésorerie nets liés aux activités d'exploitation				
Provision pour créances irrécouvrables	160	546	820	980
Amortissement des bureaux et du matériel	101	112	396	406
Amortissement des éléments d'actif incorporel	32	15	100	56
Amortissement des écarts d'acquisition (note 2)	-	16	-	62
Gain à la vente de prêts titrisés	(52)	(50)	(168)	(82)
Dévaluation de titres de placement	48	236	322	284
Charge (économie) d'impôts futurs	60	(31)	283	(180)
(Gain) net à la vente de titres de placement	(58)	(13)	(176)	(407)
Variations des intérêts courus				
(Augmentation) diminution des intérêts à recevoir	18	(29)	256	512
Augmentation (diminution) des intérêts à payer	140	44	(189)	(250)
(Augmentation) diminution nette des gains non matérialisés et des montants à recevoir sur instruments dérivés	(193)	(8 509)	1 207	(9 318)
Augmentation (diminution) nette des pertes non matérialisées et des montants à payer sur instruments dérivés	(63)	8 625	(1 551)	10 304
(Augmentation) diminution nette des titres de négociation	2 481	3 470	(6 227)	5 794
Augmentation (diminution) nette des impôts sur le revenu exigibles	38	(284)	(175)	(80)
Variation nette des autres éléments et charges à payer	1 154	(5)	(412)	1 105
Montant net des flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	4 264	4 147	(4 097)	10 657
Flux de trésorerie liés aux activités de financement				
Augmentation (diminution) nette des dépôts	2 638	3 313	7 548	(3 793)
Augmentation (diminution) nette des titres vendus à découvert	(66)	172	1 045	(2 744)
Augmentation (diminution) nette des titres mis en pension	4 275	(5 387)	7 316	(2 499)
(Diminution) nette de la dette des filiales	(874)	(136)	(1 313)	(15)
Produit de l'émission de titres d'une filiale	-	400	-	800
Remboursement de dette subordonnée	(450)	(300)	(850)	(300)
Rachat d'actions privilégiées	-	(383)	-	(633)
Produit de l'émission d'actions privilégiées	-	-	478	-
Produit de l'émission d'actions ordinaires	21	21	81	149
Frais d'émission d'actions, déduction faite de l'impôt sur le revenu applicable	-	-	(7)	-
Actions ordinaires rachetées aux fins d'annulation	-	(771)	-	(2 031)
Dividendes versés	(168)	(151)	(668)	(648)
Montant net des flux de trésorerie liés aux activités de financement	5 376	(3 222)	13 630	(11 714)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement				
(Augmentation) diminution nette des dépôts productifs d'intérêts à d'autres banques	(1 296)	992	(1 407)	2 308
Achat de titres de placement	(11 040)	(9 975)	(37 437)	(35 979)
Échéances de titres de placement	5 911	6 105	27 444	25 955
Produit de la vente de titres de placement	2 629	4 135	9 928	13 838
(Augmentation) nette des prêts et des substituts de prêts	(3 417)	(4 002)	(6 338)	(6 694)
Produit de la titrisation d'éléments d'actif	-	682	519	2 234
(Augmentation) diminution nette des titres pris en pension	(754)	2 638	(710)	1 354
Produit de la vente d'un terrain (note 8)	122	-	122	-
Bureaux et matériel - achats nets	(178)	(207)	(384)	(399)
Acquisitions (note 4)	(159)	-	(1 028)	(245)
Montant net des flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(8 182)	368	(9 291)	2 372
Augmentation nette des espèces et quasi-espèces	1 458	1 293	242	1 315
Espèces et quasi-espèces au début de la période	2 243	2 166	3 459	2 144
Espèces et quasi-espèces à la fin de la période	3 701 \$	3 459 \$	3 701 \$	3 459 \$

Les notes afférentes aux états financiers consolidés en font partie intégrante.

Certaines données comparables ont été réagencées pour tenir compte de la présentation adoptée pour l'exercice en cours.

BANQUE DE MONTRÉAL
NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Pour les douze mois terminés le 31 octobre 2002

(non vérifié) (en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

1. Normes de présentation

Les présents états financiers consolidés doivent être lus conjointement avec nos états financiers consolidés de l'exercice terminé le 31 octobre 2001, tels qu'ils figurent aux pages 57 à 85 de notre Rapport annuel 2001. Les présents états financiers consolidés ont été dressés en conformité avec les principes comptables généralement reconnus du Canada, y compris les exigences comptables de l'autorité réglementaire compétente, le Surintendant des institutions financières du Canada, selon les conventions comptables et méthodes de calcul utilisées pour nos états financiers consolidés de l'exercice terminé le 31 octobre 2001, sous réserve de ce qui est décrit à la note 2.

2. Modification des conventions comptables

Le 1^{er} novembre 2001, nous avons changé notre façon de comptabiliser les écarts d'acquisition, tel qu'il est stipulé dans le chapitre 3062 du Manuel de l'ICCA, «Écarts d'acquisition et autres actifs incorporels». En vertu de la nouvelle norme, les écarts d'acquisition ne sont plus amortis par imputation au revenu et sont soumis à des tests de dépréciation périodiques afin de s'assurer que leur juste valeur demeure supérieure ou égale à leur valeur comptable. Tout excédent de la valeur comptable sur la juste valeur doit être imputé au revenu de la période au cours de laquelle la dépréciation a été déterminée. Nous avons adopté cette nouvelle norme comptable prospectivement. À la suite de ce changement, l'amortissement des écarts d'acquisition a diminué de 12 \$, déduction faite de l'impôt sur le revenu applicable de 1 \$, pour les trois mois terminés le 31 octobre 2002, et de 55 \$, déduction faite de l'impôt sur le revenu applicable de 7 \$, pour les douze mois terminés à cette même date. Pour de plus amples renseignements sur cette nouvelle convention comptable, se reporter à la note 8 de nos états financiers consolidés pour l'exercice terminé le 31 octobre 2001, à la page 68 de notre Rapport annuel 2001.

L'actif net d'une entreprise acquise, y compris l'écart d'acquisition, est attribué à l'entité d'exploitation correspondante. Les écarts d'acquisition liés aux acquisitions sont répartis de la même façon, tel que l'illustre le tableau ci-dessous :

Pour les trois mois terminés	Particuliers et entreprises	Gestion privée	Services d'investissement	Services d'entreprise, y compris Technologie et solutions	Total consolidé
Solde au 31 juillet 2002	460 \$	927 \$	58 \$	2 \$	1 447 \$
Acquisitions faites au cours du trimestre	-	-	-	1	1
Ajustement lié aux acquisitions antérieures	-	(4)	-	-	(4)
Effets du taux de change et autres	(5)	(11)	-	-	(16)
Solde au 31 octobre 2002	455 \$	912 \$	58 \$	3 \$	1 428 \$
Pour les douze mois terminés					
Solde au 1 ^{er} novembre 2001	452 \$	286 \$	58 \$	2 \$	798 \$
Acquisitions faites au cours de l'exercice	-	605	-	1	606
Cession au cours de l'exercice	(2)	-	-	-	(2)
Effets du taux de change et autres	5	21	-	-	26
Solde au 31 octobre 2002	455 \$	912 \$	58 \$	3 \$	1 428 \$

Au cours de l'exercice terminé le 31 octobre 2002, aucun écart d'acquisition n'a été l'objet d'une perte de valeur.

3. Réserve pour créances irrécouvrables

La réserve pour créances irrécouvrables inscrite à notre bilan consolidé est maintenue à un montant que nous considérons adéquat pour éponger les pertes sur les créances irrécouvrables comprises dans notre portefeuille de prêts. Le tableau ci-dessous présente les changements apportés à notre réserve pour créances irrécouvrables. Notre provision pour créances irrécouvrables comprend, pour les trois mois terminés le 30 avril 2002, une majoration de 140 \$ de notre réserve spécifique, attribuable principalement à l'annonce que BCE allait mettre fin à son soutien à long terme à Télélobe Inc. Notre provision pour créances irrécouvrables pour les trois mois terminés le 30 avril 2001 comprenait une majoration de 100 \$ de notre réserve générale.

Le tableau ci-dessous présente l'évolution de notre réserve pour créances irrécouvrables :

	Pour les trois mois terminés le		Pour les douze mois terminés le	
	31 octobre 2002	31 octobre 2001	31 octobre 2002	31 octobre 2001
Solde au début de la période	1 880 \$	1 661 \$	1 949 \$	1 597 \$
Provision pour créances irrécouvrables	160	546	820	980
Recouvrements	17	10	68	40
Radiations	(96)	(287)	(884)	(698)
Autres, y compris les écarts de change	(12)	19	(4)	30
Solde à la fin de la période	1 949 \$	1 949 \$	1 949 \$	1 949 \$

4. Acquisitions

Le 4 février 2002, nous avons conclu l'acquisition de toutes les actions avec droit de vote en circulation de CSFBdirect, Inc., une entreprise d'investissement en direct du New Jersey, appartenant auparavant à Credit Suisse First Boston, pour une somme totale en espèces de 854 \$. Les résultats de CSFBdirect, Inc. ont été intégrés à nos états financiers consolidés à compter de cette date. L'acquisition de CSFBdirect, Inc. a considérablement accru notre clientèle sur le territoire américain et permet à nos services intégrés de gestion de patrimoine aux États-Unis de s'appuyer sur un réseau d'envergure nationale. En faisant cette acquisition, nous avons aussi acquis des relations d'affaires avec les clients constituant un élément d'actif incorporel qui fera l'objet d'un amortissement accéléré sur 15 ans, ainsi qu'une clause de non-concurrence qui sera amortie sur 5 ans selon la méthode de l'amortissement linéaire.

Le 26 juillet 2002, nous avons conclu l'acquisition, pour une somme totale en espèces de 153 \$, des comptes de clients autogérés en ligne de Morgan Stanley Individual Investor Group. Ces comptes sont inclus dans l'actif incorporel que constituent les relations d'affaires avec les clients et feront l'objet d'un amortissement accéléré sur 15 ans.

Le tableau ci-dessous présente la juste valeur estimative des éléments d'actif acquis et des éléments de passif pris en charge à la date de l'acquisition :

	CSFBdirect, Inc.	Comptes de clients de Morgan Stanley
Encaisse	51 \$	- \$
Bureaux et matériel	10	-
Éléments d'actif divers		
Autres éléments d'actif	6	-
Relations d'affaires avec les clients	200	153
Autres éléments d'actif incorporel	9	-
Écarts d'acquisition	597	-
	812	153
Total de l'actif	873	153
Autres éléments de passif	19	-
Total du passif	19	-
Coût d'acquisition	854 \$	153 \$

BANQUE DE MONTRÉAL

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Pour les douze mois terminés le 31 octobre 2002

(non vérifié) (en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

5. Capital-actions

Au cours des douze mois terminés le 31 octobre 2002, nous avons émis 12 000 000 d'actions privilégiées de catégorie B, série 10, donnant droit à un dividende Non Cumulatif de 5,95 %, au prix de 25,00 \$US l'action, ce qui représente un prix d'émission global de 300 \$US.

Actions en circulation ^{a)}

	31 octobre 2002		
	Nombre	Montant	Convertibles en...
Actions privilégiées			
Catégorie B - Série 3	16 000 000	400 \$	actions ordinaires b)
Catégorie B - Série 4	8 000 000	200	actions ordinaires b)
Catégorie B - Série 5	8 000 000	200	-
Catégorie B - Série 6	10 000 000	250	actions ordinaires b)
Catégorie B - Série 10	12 000 000	467	actions ordinaires b)
		1 517	
Actions ordinaires	492 504 878	3 459	-
Total du capital-actions en circulation		4 976 \$	
Options émises en vertu du régime d'options d'achat d'actions		s.o.	38 374 627 actions ordinaires

a) Pour de plus amples renseignements, se reporter à la note 14 afférente à nos états financiers consolidés de l'exercice terminé le

31 octobre 2001, aux pages 71 et 72 de notre Rapport annuel 2001.

b) Le nombre d'actions pouvant être émises en vertu de la conversion ne peut être déterminé avant la date de la conversion.

s.o. – sans objet

6. Comptabilisation des options d'achat d'actions

Lorsque des options sont consenties, aucuns frais de rémunération ne sont constatés. À la levée des options d'achat d'actions, nous incluons le montant du produit dans l'avoir des actionnaires.

Modification future de la convention comptable

À compter du 1^{er} novembre 2002, nous modifierons notre façon de comptabiliser les options d'achat d'actions accordées à cette date ou ultérieurement.

Nous calculerons la juste valeur des options d'achat d'actions à la date à laquelle elles ont été accordées, en utilisant un modèle d'évaluation du prix des options, et nous constaterons ce montant comme frais de rémunération sur la période d'acquisition des droits des options. Nous prévoyons qu'à la suite de cette modification de convention comptable, les frais de rémunération du personnel augmenteront et le revenu net diminuera de 10 \$ à 20 \$ au cours de l'exercice 2003.

Le tableau ci-dessous montre quelle aurait été l'incidence sur notre revenu net et sur nos résultats par action, si nous avions comptabilisé les frais de rémunération du personnel au cours de cet exercice et des exercices précédents en nous fondant sur la juste valeur de toutes nos options d'achat d'actions en circulation à la date à laquelle elles ont été accordées :

	Pour les trois mois terminés le		Pour les douze mois terminés le	
	31 octobre 2002	31 octobre 2001	31 octobre 2002	31 octobre 2001
Revenu net pro forma	386 \$	(5) \$	1 370 \$	1 431 \$
Résultat par action pro forma - de base	0,74	(0,02)	2,63	2,64
Résultat par action pro forma - dilué	0,73	(0,01)	2,59	2,59

7. Principes comptables généralement reconnus des États-Unis

Si les présents états financiers avaient été établis selon les principes comptables généralement reconnus (PCGR) des États-Unis, le revenu net consolidé aurait été de 378 \$, le résultat de base par action aurait été de 0,73 \$ et le résultat dilué par action aurait été de 0,72 \$ pour les trois mois terminés le 31 octobre 2002. Pour les trois mois terminés le 31 octobre 2001, ils auraient été, respectivement, de (5) \$, 0,00 \$ et 0,00 \$.

Si nous avions utilisé les PCGR des États-Unis pour les douze mois terminés le 31 octobre 2002, le revenu net consolidé aurait été de 1 360 \$, le résultat de base par action aurait été de 2,61 \$ et le résultat dilué par action aurait été de 2,57 \$, alors que pour les douze mois terminés le 31 octobre 2001, ils auraient été, respectivement, de 1 515 \$, 2,81 \$ et 2,75 \$.

8. Vente du terrain de First Canadian Place

Le 12 septembre 2002, nous avons vendu notre intérêt indivis de 25 % dans le terrain situé à l'angle des rues King et Bay, à Toronto pour 122 \$ en espèces. Le gain de 112 \$ (87 \$ après impôts) provenant de cette vente a été reporté et sera porté en réduction de nos frais de location sur la durée de nos baux dans l'édifice qui viendront à échéance entre 2013 et 2023.

BANQUE DE MONTRÉAL

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Pour les douze mois terminés le 31 octobre 2002

(non vérifié) (en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

9. Segmentation sectorielle et géographique

Revenus, revenu net et actif moyen par entité d'exploitation

	Particuliers et entreprises a)		Gestion privée b)		Services d'investissement c)		Services d'entreprise, y compris Technologie et solutions d)		Total consolidé	
	31 octobre 2002	31 octobre 2001	31 octobre 2002	31 octobre 2001	31 octobre 2002	31 octobre 2001	31 octobre 2002	31 octobre 2001	31 octobre 2002	31 octobre 2001
Pour les trois mois terminés le	2002	2001	2002	2001	2002	2001	2002	2001	2002	2001
Revenu net d'intérêts et revenus autres que d'intérêts e)										
Canada	961 \$	874 \$	285 \$	268 \$	260 \$	117 \$	(15) \$	(27) \$	1 491 \$	1 232 \$
États-Unis	225	202	147	91	341	368	28	(17)	741	644
Autres pays	19	17	-	3	35	52	3	3	57	75
Total	1 205 \$	1 093 \$	432 \$	362 \$	636 \$	537 \$	16 \$	(41)	2 289 \$	1 951 \$
Revenu net										
Canada	187 \$	152 \$	32 \$	11 \$	58 \$	(63) \$	7 \$	(49) \$	284 \$	51 \$
États-Unis	54	29	(20)	-	80	(60)	(23)	(54)	91	(85)
Autres pays	15	13	1	-	7	25	-	-	23	38
Total	256 \$	194 \$	13 \$	11 \$	145 \$	(98) \$	(16) \$	(103) \$	398 \$	4 \$
Actif moyen (en milliards de dollars)										
Canada	89,3 \$	82,3 \$	1,7 \$	2,0 \$	76,0 \$	68,3 \$	(4,5) \$	(5,1) \$	162,5 \$	147,5 \$
États-Unis	19,6	16,9	4,1	2,9	49,6	55,9	0,7	2,2	74,0	77,9
Autres pays	0,3	0,2	0,1	0,1	17,0	19,9	(0,0)	0,2	17,4	20,4
Total	109,2 \$	99,4 \$	5,9 \$	5,0 \$	142,6 \$	144,1 \$	(3,8) \$	(2,7) \$	253,9 \$	245,8 \$
Pour les douze mois terminés le										
Revenu net d'intérêts et revenus autres que d'intérêts e)										
Canada	3 675 \$	3 545 \$	1 171 \$	1 127 \$	919 \$	1 092 \$	(166) \$	(107) \$	5 599 \$	5 657 \$
États-Unis	863	689	528	367	1 395	1 510	172	26	2 958	2 592
Autres pays	70	76	(2)	12	220	195	14	331	302	614
Total	4 608 \$	4 310 \$	1 697 \$	1 506 \$	2 534 \$	2 797 \$	20 \$	250 \$	8 859 \$	8 863 \$
Revenu net										
Canada	725 \$	639 \$	124 \$	106 \$	137 \$	139 \$	(224) \$	(78) \$	762 \$	806 \$
États-Unis	188	96	(26)	10	353	255	(21)	(117)	494	244
Autres pays	55	59	(2)	5	102	83	6	274	161	421
Total	968 \$	794 \$	96 \$	121 \$	592 \$	477 \$	(239) \$	79 \$	1 417 \$	1 471 \$
Actif moyen (en milliards de dollars)										
Canada	86,8 \$	81,0 \$	1,8 \$	2,1 \$	72,1 \$	61,8 \$	(5,3) \$	(5,0) \$	155,4 \$	139,9 \$
États-Unis	18,8	14,9	3,6	3,1	51,6	62,9	1,0	1,2	75,0	82,1
Autres pays	0,2	0,2	0,1	0,1	17,1	20,4	0,2	0,5	17,6	21,2
Total	105,8 \$	96,1 \$	5,5 \$	5,3 \$	140,8 \$	145,1 \$	(4,1) \$	(3,3) \$	248,0 \$	243,2 \$

- a) Le groupe Particuliers et entreprises (PE) offre une gamme complète de produits et services par l'intermédiaire de prestataires de services financiers dans ses succursales, ainsi que par l'entremise de circuits directs tels que bmo.com et harrisbank.com, et de son réseau de guichets automatiques.
- b) Le groupe Gestion privée (GP) offre à ses clients un large éventail de produits et de services de gestion de patrimoine, y compris des produits de placement destinés aux particuliers, des services de placement en direct, des services de placement traditionnels, des services bancaires privés, ainsi que des services de gestion de l'actif institutionnel.
- c) Le groupe Services d'investissement (SI), qui englobe tous les secteurs d'activité servant les grandes entreprises, les administrations publiques et les institutions oeuvrant dans divers secteurs, offre à ses clients des services financiers complets, notamment en matière de trésorerie, de change, de financement du commerce international, de crédit aux grandes entreprises, de gestion de trésorerie, de titrisation, de mobilisation de fonds propres ou empruntés privés ou publics et de prise de participation. Le groupe offre également des services-conseils en matière de fusions et acquisitions et de restructuration, tout en mettant ses services de recherche, de vente et de négociation à la disposition de ses clients investisseurs.
- d) Les Services d'entreprise comprennent les entités internes qui offrent à la Banque une expertise et un soutien en matière de gouvernance dans des domaines tels que la planification stratégique, la législation, les finances, la vérification interne, la gestion des risques, les communications, les ressources humaines et l'apprentissage. Technologie et solutions (auparavant Emfisys) assure à la Banque des services de planification, de stratégie et de développement en matière de technologies de l'information, ainsi que des services de traitement de transactions, d'approvisionnement et immobiliers. Technologie et solutions est également responsable de la création, du développement et du soutien des services d'affaires électroniques de la Banque. Les données du groupe Services d'entreprise, y compris Technologie et solutions, comprennent les frais et les revenus résiduels représentant l'écart entre les montants réellement engagés et les montants affectés à chaque entité d'exploitation.
- e) Sur une base d'imposition comparable. Le rajustement sur une base d'imposition comparable était de 24 \$ pour les trois mois terminés le 31 octobre 2002 et de 106 \$ pour les douze mois terminés le 31 octobre 2002. Pour les périodes correspondantes en 2001, les rajustements étaient respectivement de 32 \$ et 142 \$.

Les données des périodes précédentes ont été retraitées pour tenir compte de la structure organisationnelle et de la nouvelle présentation en vigueur au cours de la période. Au cours des douze mois terminés le 31 octobre 2002, la Gestion de trésorerie de l'Amérique du Nord a été transférée du groupe Technologie et solutions au groupe Services d'investissement, afin de permettre une distribution plus efficace de ses produits à la clientèle visée.

Normes de présentation des résultats des entités d'exploitation :

Les frais sont appariés aux revenus y afférents. Les frais indirects, notamment les frais généraux et les revenus y afférents, sont systématiquement répartis entre les entités d'exploitation selon des formules appropriées. Pour chacune des devises, l'incidence sur le revenu net du virement de fonds d'une entité disposant d'un surplus à une entité affichant un déficit est calculée aux taux du marché applicables à la devise et au terme visés.

Les provisions pour créances irrécouvrables sont réparties entre les groupes de la Banque selon les pertes prévues pour un cycle économique. Les écarts entre les provisions pour pertes prévues et les provisions exigées en vertu des principes comptables généralement reconnus (PCGR) sont attribués au groupe Services d'entreprise.

Les éléments d'actif sont répartis par région géographique selon la région géographique du groupe responsable de la gestion de l'actif, du passif, des revenus et des frais y afférents.